

RÉFUGIÉS

NUMÉRO 146 • VOLUME 2 • 2007

L'Iraq en sang

DES MILLIONS DE
PERSONNES DÉPLACÉES
PAR LE CONFLIT,
LES PERSÉCUTIONS
ET LA VIOLENCE



L'HISTOIRE DU SUCCÈS DES INCROYABLES **REFUGEE ALL STARS** DE SIERRA LEONE

Un exode silencieux

EN CHOISSANT LES PHOTOGRAPHIES pour ce magazine, nous avons visionné un nombre incroyable de clichés sanglants. Il ne s'agissait pas seulement de visages, de corps ou de vêtements couverts de sang, mais de flots entiers de sang s'écoulant sur des places de marchés ou le long des trottoirs. De larges mares de sang, et des personnes situées à proximité, ou parfois même les pieds dans le sang.

Des gens se comportant d'une manière étrange. Une petite fille regardant, sans émotion apparente, une mare de sang, avec une sandale retournée en son centre, telle une île perdue et dérisoire. Un homme âgé élégamment vêtu, portant une mallette et marchant d'un pas vif dans une autre mare de sang, comme s'il se rendait au travail dans une ville comme les autres, par une matinée quelconque. Et d'autres photos encore, trop horribles pour être évoquées ici.

En regardant ces photos (dont seules les moins pénibles ont été publiées par la presse mondiale), on comprend immédiatement pourquoi tant d'Iraquiens ont fui leurs maisons et pourquoi tant d'autres feraient de même s'ils le pouvaient – et le feront d'ailleurs peut-être, si la sécurité ne s'améliore pas significativement et rapidement.

Une proportion importante des quelque quatre millions d'Iraquiens déplacés (1,9 million à l'intérieur du pays et jusqu'à 2 millions à l'extérieur) était déjà déracinée lorsque la dernière guerre a commencé, en mars 2003. Ils avaient quitté le pays peu à peu au cours des dix à vingt dernières années, fuyant les persécutions individuelles ou collectives perpétrées par le régime de Saddam Hussein, fuyant la conscription lors du conflit meurtrier de huit années avec l'Iran et de la guerre du Golfe de 1991, ou tentant d'échapper aux sanctions qui suivirent et continuèrent pendant la majeure partie des années 90 – ou fuyant toutes ces choses à la fois.

Une autre guerre est survenue, avec plus de bombardements, des troupes étrangères, de nouveaux mouvements de populations – puis la boîte de Pandore du sectarisme a été ouverte, comme beaucoup le craignaient en cas de déstabilisation importante de l'Iraq. Les deux dernières années ont été le théâtre de tentatives répétées, impitoyables et malheureusement réussies par les extrémistes de tous bords de déclencher une violence sectaire massive, de retourner la société iraquienne contre elle-même pour qu'elle se déchire. Les opérations et combats incessants menés par les forces militaires pour y répondre ont, eux aussi, contribué au cycle de destruction et de déplacement.

Les Iraquiens ont enduré trois décennies presque ininterrompues de tourments de toutes sortes. Il n'est donc guère surprenant que nombre d'entre eux aient choisi de partir. En fait, le plus surprenant c'est que tant d'entre eux soient encore sur place. Pour qu'ils restent, une amélioration importante de la sécurité et davantage d'aide dans le pays sont indispensables.

Les indicateurs de l'Iraq en termes socio-économiques et sécuritaires sont peu réjouissants. Chaque jour – du moins pour le mois de février 2007 – une centaine de personnes meurent. Deux adultes sur cinq souffrent de traumatismes. La moitié de la population en âge de travailler est au chômage. Beaucoup d'écoles ont été fermées du fait de l'insécurité. Des milliers de médecins, de professeurs et de professionnels ont été assassinés. Beaucoup de ceux encore en vie ont fui.

Les problèmes auxquels sont confrontés les pays voisins de l'Iraq sont immenses: en 2006, le filet modéré mais constant de personnes quittant l'Iraq s'est transformé en un torrent régulier, des dizaines de milliers de personnes franchissant les frontières de la Syrie et de la Jordanie.

Début 2007, deux millions d'Iraquiens se sont ajoutés au plus de quatre millions de réfugiés palestiniens établis de longue date au Moyen-Orient, faisant de cette région celle qui accueille, et de loin, la plus large population de déracinés du globe. Si l'on prend en compte les deux millions de personnes déplacées à l'intérieur des frontières iraquiennes, le problème prend une dimension vraiment impressionnante.

C'est pour cette raison que l'agence des Nations Unies pour les réfugiés et d'autres ont commencé à faire entendre leur voix, avec un sentiment d'urgence croissant, pendant la dernière partie de 2006: la Jordanie, la Syrie et d'autres pays de la région ont besoin d'aide et ils en ont besoin très vite. Les réfugiés iraquiens sombrent dans la pauvreté et le désespoir à un rythme rapide. La pression augmente de manière inexorable et dangereuse.

Un effort international substantiel est nécessaire pour que ces problèmes reçoivent l'attention qu'ils méritent. C'est dans cette perspective et au terme de discussions avec les pays les plus touchés que le Haut Commissaire de l'agence des Nations Unies pour les réfugiés António Guterres a convoqué une conférence de haut niveau à Genève les 17 et 18 avril prochains. Il s'agit de l'un des événements humanitaires les plus importants qu'ait accueillie la ville depuis l'organisation des grandes conférences consacrées aux Balkans dans les années 90. Beaucoup dépendra de son issue et de la capacité de la communauté internationale à se mobiliser, comme elle a su le faire par le passé lors de crises majeures.

Pour conclure cet éditorial sur une note plus joyeuse – et comme un rappel bienvenu que toutes les guerres, un jour, se terminent – nous vous invitons à découvrir une histoire propre à réchauffer les cœurs, née de la guerre – aujourd'hui terminée – en Sierra Leone. L'histoire extraordinaire d'un groupe, les Refugee All Stars, vous est contée en page 25 de ce magazine. Une histoire qui montre comment, à force de volonté et de détermination, des gens, avec l'aide de bénévoles extérieurs, sont parvenus à connaître un succès colossal après avoir surmonté l'adversité la plus dure.

Rédacteur

Rupert Colville

Édition française

Cécile Pouilly

Ont contribué

Abeer Etefa, Anas Al-Qa'ed, Banker White, Laurens Jolles, Mike Kappus, Mutasem Hayatla, Rana Sweis, Rob Breen, Shaden Khallaf, Zach Niles et le personnel de l'UNHCR dans le monde.

Secrétariat de rédaction

Manuela Raffoni

Iconographie

Suzy Hopper, Anne Kellner

Design

Vincent Winter Associés, Paris

Production

Françoise Jaccoud

Distribution

John O'Connor, Frédéric Tissot

Gravure photos

Aloha Scan, Genève

Cartes géographiques

Unité de cartographie de l'UNHCR

Documents historiques

Archives de l'UNHCR

RÉFUGIÉS est publié par le Service de l'information et des relations avec les médias du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Les opinions exprimées par les auteurs ne sont pas nécessairement partagées par l'UNHCR. La terminologie et les cartes utilisées n'impliquent en aucune façon une quelconque prise de position ou de reconnaissance de la part de l'UNHCR quant au statut juridique d'un territoire ou de ses autorités.

RÉFUGIÉS se réserve le droit d'apporter des modifications à tous les articles avant publication. Les photographies avec la mention «UNHCR» peuvent être librement reproduites, à condition d'en mentionner la source (l'UNHCR et le photographe). Les photographies avec copyright © n'appartiennent pas à l'UNHCR et ne peuvent être reproduites sans l'autorisation de l'agence créditée.

Les versions française et anglaise sont imprimées en Italie par AMILCARE PIZZI S.p.A., Milan.

Tirage : 121 000 exemplaires en anglais, arabe, espagnol, français et italien.

ISSN 0252-791 X

Photo de couverture :

Une femme blessée reçoit l'aide d'un passant.

© REUTERS / M. AMEEN / IRQ-2006

Dos de couverture :

Une enfant réfugiée iraquienne en Jordanie.

UNHCR / P. SANDS / JOR-2006

UNHCR

Case postale 2500
1211 Genève 2, Suisse

www.unhcr.fr

RÉFUGIÉS

N ° 1 4 6 • 2 0 0 7



REUTERS / T. NICOLETTI / IRQ-2003

4 Environ quatre millions d'Iraquiens ont fui les persécutions, la guerre et la violence sectaire.



SIPA / H. LEVINE / SYR-2007

16 L'immense majorité se trouve dans la région avoisinante, peu poursuivent au-delà.



COURTESY OF B. WHITE

25 L'incroyable histoire de réfugiés musiciens traumatisés, aujourd'hui au sommet de leur gloire.

4

EN COUVERTURE

L'attentat à la bombe contre la Mosquée de Samarra, en février 2006, a causé un durcissement mortel de la fracture sectaire en Iraq.

14

ASSISTANCE EN PÉRIL

Comment les organisations humanitaires peuvent-elles secourir les civils alors qu'elles sont elles-mêmes prises pour cible ? Le mode de gestion à distance est-il la solution ?

16

PERSPECTIVES RÉGIONALES

Beaucoup des deux millions de réfugiés iraqiens vivent dans la précarité dans deux pays surchargés : la Syrie et la Jordanie.

LES IRAQUIENS SONT-ILS TRAITÉS DE MANIÈRE ÉQUITABLE ?

Les statistiques montrent combien il est aujourd'hui difficile pour un Iraquien d'obtenir une protection dans les pays industrialisés.

24

HONTE

Les Palestiniens d'Iraq, déplacés à deux reprises, sont sans protection, sans papier, sans pays – et, semble-t-il, sans avenir.

25

LES CENDRILLONS DU REGGAE

Prenez un groupe de réfugiés talentueux, une approche visionnaire, une bonne dose d'énergie et de chance et qu'obtenez-vous ? Les Refugee All Stars de Sierra Leone.

REMARQUE : A L'EXCEPTION DE FIGURES ESSENTIELLES DU PAYSAGE POLITIQUE, LES NOMS DE TOUS LES IRAQUIENS MENTIONNÉS DANS CE MAGAZINE ONT ÉTÉ CHANGÉS PAR SOUCI DE PROTECTION, ET CE MÊME POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS DEMANDÉ L'ANONYMAT. AUCUN DES IRAQUIENS CITÉS DANS LES ARTICLES N'APPARAÎT SUR LES PHOTOGRAPHIES SERVANT À LES ILLUSTRER.

Des troupes iraqiennes évacuent des civils déplacés par les lourds combats survenus à Fallouja en novembre 2004.

L'implacable montée en puissance de la violence

©REUTERS / STC J. VAN BOERS / U.S. ARMY / IQO-2004

“J’AMAIS JE NE POURRAI CROIRE AUX différences entre les gens», dit ce jeune homme. «Je suis sunnite et ma femme est chiite. On m’a menacé de mort si je ne divorçais pas. Nous avons quitté Dora [un quartier du centre de Bagdad, jadis mixte, aujourd’hui à majorité sunnite]. Ma femme vit dans sa famille à Shaab [une zone chiite] et moi, j’habite avec des amis à Mansur [une zone sunnite]. J’essaie de trouver une nouvelle maison mais c’est difficile en ce moment à Bagdad de trouver un endroit qui puisse nous accepter l’un et l’autre.»

Cette remarque, faite l’été dernier par un jeune artiste iraquien à l’un de ses amis à Bagdad, transcrit l’essence même du difficile paradoxe qui anime la société iraquienne près de quatre ans après la guerre de 2003, qui a déclenché de profonds bouleversements.

D’un côté, la société iraquienne est composée d’ethnies, de cultures, de religions et de sectes diverses, qui se sont entremêlées au fil des siècles. D’un autre côté, l’Iraq est un pays de plus en plus déchiré par une terrible violence sectaire – une violence qui a forcé des

et des déplacements EN IRAAQ

Qais et Layla

INTERVIEWS PAR RUPERT COLVILLE

«J’ai été enlevé dans mon garage ; ma femme a assisté à la scène depuis la fenêtre», raconte un homme, qui s’identifie sous le pseudonyme de Qais et sa femme sous le prénom de Layla (les Roméo et Juliette du Moyen-Orient). «Elle a eu si peur qu’elle s’est évanouie. Elle était enceinte. J’ai cru que le choc allait lui faire perdre le bébé. Ils m’ont recouvert le visage et m’ont emmené dans une voiture quelque part, au loin.»

Qais (un ingénieur informatique) et Layla (traductrice de formation) sont tous deux âgés de 30 ans. Ils se sont rencontrés après qu’elle ait été engagée pour traduire divers documents par l’entreprise pour laquelle travaillait Qais. Ils se sont mariés le 25 décembre 2002, trois mois avant le début de la guerre en Iraq.

Qais est sunnite, Layla est chiïte kurde. Cela peut sembler étrange aujourd’hui, mais à l’époque — il y a tout juste quatre ans — leur appartenance religieuse n’avait pas d’importance.

«Mes deux parents sont chiïtes, mais ce n’était pas un problème», dit Layla, lors d’un entretien accordé dans la capitale syrienne, Damas.

«Les mariages mixtes entre Sunnites, Chiïtes et Chrétiens étaient monnaie courante en Iraq, ajoute son mari. Ma mère est chiïte, mon père sunnite et nous vivions dans un quartier mixte, sunnite et chiïte. La stratification sociale en fonction des appartenances religieuses ne faisait pas partie de notre société.»

L’année qui a suivi la guerre était «OK», dit Layla, «mais après c’est devenu l’enfer. Le quartier où nous vivions est passé sous contrôle chiïte ; il se situe à un kilomètre de Sadr City. Les Sunnites et les Chiïtes ont commencé à échanger leurs appartements. Maintenant vous ne voyez plus de Sunnite habitant un quartier chiïte ou de Chiïte habitant un quartier sunnite.»

Les premières menaces sont venues en mars 2004 : «Ils ont commencé par des appels. Ils menaçaient ma famille avec des phrases provocantes et effrayantes comme “on va emmener ta femme” ou “on te forcera à divorcer”, raconte Qais. Je ne

savais pas si c’était un Sunnite en colère parce que j’avais épousé une Chiïte ou l’inverse.»

«Après la guerre, les mariages mixtes sont devenus inconcevables. Brusquement tout le monde s’est mis à dire à mes beaux-parents : “Comment avez-vous pu laisser votre fille épouser un Sunnite et vivre avec lui ?” Un jour, à notre réveil, nous avons découvert un message sur notre maison “leur sang doit couler”.»

Ils ont trop tardé à partir et, le 20 mai 2004, quatre hommes ont poussé Qais dans une voiture avant de s’enfuir. Il a eu de la chance. La plupart des gens qui sont enlevés de cette façon sont retrouvés morts et torturés quelques jours ou quelques semaines plus tard. Mais ses ravisseurs étaient en bout de spectre, des criminels plus intéressés par l’argent que par la perspective de renforcer leur groupe religieux. Bien qu’il soit resté en captivité pendant 16 jours, Qais n’est jamais parvenu à savoir si ses ravisseurs étaient sunnites ou chiïtes.

«J’ai eu très peur mais ils ne m’ont pas torturé. Ma famille a dû verser 25 000 dollars pour ma libération.»

Après avoir recouvré la liberté, Qais s’est enfui avec Layla jusqu’en Serbie, où l’un de ses oncles vit depuis 28 ans. Sur place, Layla a donné le jour à une petite fille, qui a bien failli devenir apatride, faute d’ambassade iraquienne pour enregistrer sa naissance. Finalement, le manque d’argent les a poussés à revenir en Syrie. Ils ne sont pas autorisés à travailler et dépendent entièrement de la pension des parents de Qais pour survivre.

«J’avais un rêve ; je voulais construire une maison, faire carrière, monter une entreprise et maintenant tout est parti en fumée, dit Qais. Avec toutes ces tensions sectaires, j’ai peur que la famille de ma femme ne la pousse à me quitter.»

Rentrer est impensable. «Si nous rentrons, dit Layla, il nous faudra traverser des zones sunnites et chiïtes. On ne sait pas qui nous attrapera, un groupe sunnite à cause de moi ou un groupe chiïte à cause de mon mari.»

Elle baisse les yeux : «Brusquement, votre vie est comme balayée.»

La violence fournit aux Les déplacés

millions d’Iraqiens à fuir leur foyer, pour devenir soit des réfugiés dans l’un des pays voisins, soit des déplacés à l’intérieur des frontières de l’Iraq.

UN PASSÉ COMMUN

CE «VIVRE ENSEMBLE» EST UN ÉLÉMENT NATUREL de l’existence en Iraq. Historiquement, la plaine de Mésopotamie est un melting pot dont l’Iraq moderne est le reflet. Les trois villes principales — Bagdad, Bassora et Mossoul — sont des centres réputés pour leurs activités de commerce et d’enseignement depuis des siècles. Même si aucune statistique officielle n’est disponible, les mariages mixtes sont nombreux en Iraq — près du tiers des unions selon certaines sources. D’ailleurs, de nombreuses tribus du pays, y compris certaines des plus puissantes, comptent parmi leurs membres des Sunnites et des Chiïtes.

Il est vrai que le régime de Saddam Hussein a joué avec les différences entre Chiïtes et Sunnites, et entre Arabes et Kurdes, exacerbant les tensions qui existent dans toute société pluriculturelle. Mais, en 2003, une fois écarté le régime et les horreurs qui y étaient associées, de nombreux Iraqiens ont aspiré à une existence normale faite de sécurité, du respect de la légalité et d’un Etat de droit. C’était tout particulièrement le cas pour les communautés chiïtes, qui avaient tant souffert sous Saddam.

Même aujourd’hui, de nombreux citoyens ordinaires continuent à ne pas réfléchir en termes de guerre civile. Ce qu’ils perçoivent, ce n’est pas une lutte entre voisins, mais entre des voyous armés issus de toutes les parties qui brutalisent les civils.

Certains ont tenté de protéger leurs amis et voisins. Des Chiïtes déplacés de Mossoul et Fallouja, interviewés à Diwaniya en juin 2006, ont ainsi évoqué le cas de familles sunnites qui avaient cherché à les protéger et avaient elles-mêmes été prises pour cible par des extrémistes sunnites.

Des récits identiques viennent de l’autre côté. Des habitants du secteur de Hayy al-Jaamia à Bagdad nous ont ainsi parlé d’un incident au cours duquel des bandits chiïtes ont tué un épicier sunnite, puis son voisin chiïte qui protestait contre ce crime.

Mais la situation empire. La violence s’ancre de plus en plus profondément dans la société. Le nombre de gens ordinaires en relation avec des groupes extrémistes ne cesse d’augmenter. Dans de nombreux quartiers, c’est

A propos des auteurs: ASHRAF ALL-KHALIDI — un chercheur iraquien basé à Bagdad qui écrit sous un nom d'emprunt — et VICTOR TANNER sont les co-auteurs d'un rapport intitulé «Sectarian Violence: Radical Groups Drive Internal Displacement in Iraq», publié en octobre 2006 par le Projet Brookings Institution — Université de Berne sur le déplacement interne.

groupes extrémistes leur raison d'être. sont des pions qu'ils utilisent pour poursuivre leurs agendas.

désormais une question d'être avec ou contre eux. Et dans ce dernier cas, la conséquence est la fuite ou, bien souvent, la mort. Et, une fois que des proches ou des membres de la famille rejoignent un groupe radical, toute la famille se retrouve prise au piège.

LES PARTISANS DE LA LIGNE DURE

DEPUIS L'ATTENTAT À LA BOMBE PERPÉTRÉ EN février 2006 contre la Mosquée d'Or de Samarra, haut lieu saint chiite, des vagues successives d'attaques et de représailles ont laminé le pays. Le dynamitage de Samarra a mis un terme à la retenue dont avaient fait preuve les Chiïtes face aux attaques croissantes dont ils étaient l'objet. Désormais, la violence vient des deux côtés. L'arme de prédilection des groupes de militants sunnites est la voiture piégée, tandis que les escadrons de la mort chiïtes détiennent, torturent et assassinent.

Cette violence n'est ni spontanée ni populaire. Que vous interrogiez les hommes politiques ou les Iraquiens de la rue, y compris ceux qui ont été chassés de chez eux par la violence, ils vous répondent que ce sont les religieux les plus extrémistes qui sont à l'origine des violences et des déplacements qui en résultent.

Des deux côtés, les partisans d'une ligne dure considèrent cette violence et ces déplacements comme une suite de tendances historiques déjà existantes. Les dirigeants chiïtes insistent sur la répression anti-chiïte menée, dans le passé, par les leaders sunnites en Iraq. «Les Chiïtes sont assassinés depuis la mort du Prophète. En fait, nous ne voyons aucune différence entre les Omeyyades [dynastie arabe sous laquelle la domination exercée par les Sunnites sur les territoires musulmans s'est trouvée renforcée] et Saddam ou les dirigeants sunnites radicaux actuels», explique un représentant de l'un des partis politiques chiïtes, lors d'un entretien à Nadjaf. Le représen-



tant d'un autre groupe chiïte du quartier de Shuala, à Bagdad, déclare à son tour : «Pour nous, leur plan est clair. Ils veulent éliminer les Chiïtes de Bagdad et de Diyala pour établir un Etat taliban dans les zones sunnites.»

Côté sunnite, les partisans de la ligne dure considèrent que la situation actuelle est sectaire par essence : ils voient le «nouveau» Iraq comme une émanation des intérêts américains et iraniens – comme un endroit dont ne font plus partie les Sunnites. «Le projet de fédéralisme sudiste [...] permet à la coalition politique chiïte de contrôler le pétrole dans le sud et de laisser les Sunnites pauvres et isolés», dit le représentant d'un parti politique sunnite depuis Mossoul. Pour un autre membre d'un parti sunnite à Bagdad, les attaques anti-sunnites font

Les bombes qui ont démolé le lieu saint de Samarra n'ont fait aucun mort, mais ont déclenché une nette accélération de la violence sectaire, qui a tué des milliers de personnes.



UNHCR / SATELLITE IMAGEMAP © 1996-2004 PLANETARY VISIONS

La violence sectaire n'est pas l'unique cause des déplacements de populations. Il faut également citer le manque de sécurité et de services de base, les retards pris dans la résolution des conflits fonciers et les opérations militaires qui délogent périodiquement des milliers de civils de chez eux.

TÉMOIGNAGES DE RÉFUGIÉS

Amina

«**Mon mari était officier dans l'armée précédente.** Après l'invasion, des milices ont commencé à nous menacer.» Des hommes ont tenté de capturer leur fils de dix ans dans son école, tuant le garde qui tentait de s'interposer.

«Après ça, nous sommes partis à Fallouja, mais notre passé nous a poursuivis. Une liste est sortie, avec les noms de tous ceux qui avaient fait partie de l'armée. Nous avons tout laissé et nous sommes venus en Jordanie début 2005. A cette époque c'était encore facile d'entrer en Jordanie.

«Mon mari ne pouvait pas travailler, alors il est rentré en Iraq pour essayer de gagner un peu d'argent. Il est resté 15 jours. Je ne sais pas ce qui s'est passé mais il m'a appelée pour me dire qu'il voulait revenir en Jordanie. A un poste de contrôle entre Abou Ghraib et Ramadi, il y avait des hommes semblant appartenir aux forces gouvernementales, mais on a appris plus tard que c'était l'Armée [de Mahdi]. Ils lui ont demandé sa pièce d'identité, puis ils l'ont emmené.

«Cela fait quatorze mois que je suis sans nouvelles de lui. Je vis seule avec mes cinq enfants. Je n'ai aucune source de revenu.

«Quand je me suis rendue dans le bâtiment du Ministère de l'intérieur pour obtenir le renouvellement de mon visa, j'ai rencontré une femme que je connaissais d'Iraq. Je lui ai donné mon numéro de téléphone portable. Un peu

plus tard, un homme m'a appelée. Il a dit : "Je veux vous remettre une lettre de votre mari. Il est en vie." J'ai répondu : "Je ne peux pas venir tout de suite récupérer la lettre. Il fait nuit. Est-ce que je peux envoyer quelqu'un ?" Il m'a dit :

"Emmenez votre fils et venez." Nous nous sommes donné rendez-vous à l'endroit d'où partent les bus à destination de l'Iraq. Je l'ai attendu trois quarts d'heure puis j'ai reçu un autre appel. C'était le même individu. Il a dit : "Vous pensez que vous êtes en sécurité, simplement parce que vous avez quitté l'Iraq ?" Je me suis mise à trembler. J'ai pris mon fils et nous sommes rentrés à la maison.

«Nous avons repris notre vie d'avant. Je n'arrive plus vraiment à m'occuper de mes enfants. Quand quelqu'un frappe à la porte, j'ai peur. Je me suis mise d'accord avec une voisine. Si je l'appelle une fois et que je raccroche, elle vient vérifier.»

Début 2006, sa fille de deux ans a commencé à s'évanouir fréquemment. On a finalement découvert qu'elle souffrait d'un cancer des reins. L'ONG Caritas a aidé Amina à payer les frais médicaux. Un des reins étant entièrement détruit, il a fallu l'enlever. La petite a maintenant trois ans. Elle est toujours sous observation. En décembre, elle s'est à nouveau évanouie. «Je n'ai pas l'argent nécessaire pour un suivi médical constant», dit sa mère en larmes. «Je ne sais pas quoi faire.»

partie «d'un plan organisé contre les Arabes sunnites». «Cela nous conduit à la question de savoir qui se cache derrière l'attaque à la bombe de Samarra», ajoute-t-il – un bon exemple de la manière dont un mélange de paranoïa et de mauvaise foi peut remplacer un discours rationnel en période de violence extrême.

La violence fournit aux groupes extrémistes leur raison d'être. Les déplacés sont des pions qu'ils utilisent pour poursuivre leurs agendas – agendas qui, de manière frappante, présentent de nombreuses similitudes. Tous cherchent à renforcer leur main mise sur leur «territoire» tout en excluant les «autres». Tous tentent de garder une partie de «leur» population dans le territoire des «autres» de manière à pouvoir maintenir leurs prétentions sur les ressources locales. Dans un contexte où le gouvernement central est confronté à d'immenses difficultés pour asseoir son autorité sur l'ensemble du pays, les groupes extrémistes de tous bords parviennent à se positionner auprès des plus vulnérables, dans un rôle à la fois de protection et d'assistance. Les déplacés font aussi figure de jouets dans les luttes intestines auxquelles se livrent les différents groupes au sein de chacune des deux grandes communautés.

Alors que le pouvoir et l'influence des groupes radicaux ne cessent d'augmenter, leur tendance à recourir à des méthodes répressives suit la même courbe ascendante. A Sadr City, les habitants font part de leur soulagement lorsque les milices chiites connues sous le nom de l'Armée de Mahdi prennent part à des opérations extérieures car lorsqu'elles ne sont pas occupées ailleurs, elles harcèlent les gens du quartier. A Washash, une ancienne zone mixte tombée sous contrôle chiite, les foyers chiites doivent arborer un drapeau noir en signe de loyauté.

De manière identique, dans les quartiers sunnites de Bagdad tels que Dora, Ghaziliya et al-Khadhra, la Brigade Omar applique la loi chiite à la lettre, dans un style qui rappelle celui des Taliban. Il est interdit de fumer ; les femmes ne sont pas autorisées à porter de pantalons et les hommes à se raser. Les punitions infligées aux personnes qui transgressent ces règles sont brutales et parfois mortelles. Ce comportement, que l'on observe dans les deux camps, est caractéristique de la politique des seigneurs de guerre : les modérés et les personnes qui critiquent la violence sont pris pour cible, intimidés et tués. La seule chance de rester en vie est de garder le silence.



Des milices lourdement armées opèrent dans les deux camps de l'éventail sectaire.

Les lettres de menace sont devenues des armes utilisées de manière délibérée pour engendrer des déplacements. Celle-ci se termine en ces termes : «**Nous vous donnons 48 heures pour quitter la zone... Souvenez-vous, 48 heures seulement à partir du moment où vous recevez cette lettre, après ce sera la mort.**»

MODÉRATION EN PERTE DE VITESSE

UN AUTRE DÉVELOPPEMENT SINISTRE ET inquiétant provient du fait que ces idées se répandent dans l'opinion publique. La nature inhumaine de la violence et son omniprésence suscitent une intolérance et une méfiance croissantes, tout particulièrement parmi les jeunes.

En Iraq, la voix des modérés se fait de plus en plus inaudible. Parmi les rares dirigeants nationaux à s'être exprimés contre la violence et à s'être élevés contre les déplacements figure le Grand Ayatollah Ali al-Sistani. En juillet 2006, il a condamné le «chaos sectaire» (*fitna taaiftyya*), la «violence mutuelle» (*onf mutaqaabil*) et les «campagnes de déplacement forcé» (*hamlaat at-tahjiir al-qasri*). Hélas, au grand désespoir de nombreux Chiïtes modérés (et des Iraquiens en général), l'influence exercée par les modérés semble décliner au fur et à mesure que les groupes extrémistes chiïtes et que des dirigeants plus jeunes et plus durs gagnent du terrain.

En réponse à la violence, de nombreuses communautés locales des deux côtés mettent sur pied des comités de défense avec des vigiles pour protéger leur quartier. Mais ils manquent de moyens, d'armes, de générateurs, d'essence, etc. Alors, pour pouvoir fonctionner, ils s'associent à des groupes plus importants comme l'Armée de Mahdi, d'obédience chiïte, ou la Brigade Omar, de confession sunnite, ce qui ne fait qu'aggraver le problème, les groupes extrémistes gagnant de plus en plus d'emprise au niveau local.

Pour assombrir encore ce tableau, les tribus des deux camps – qui jouaient jusque là un rôle stabilisateur en faisant contrepoids à la violence urbaine, en particulier

dans les zones rurales – semblent être en proie à une agitation croissante. Si un conflit ouvert éclate entre groupes tribaux, la violence prendra une dimension nouvelle, plus organisée, populaire et rurale, ce qui par chance a pu être évité jusqu'à présent.

DÉPLACEMENTS EN HAUSSE

BIEN AVANT LA GUERRE DE 2003, LES DÉPLACEMENTS violents constituaient l'une des caractéristiques principales de l'Iraq sous le régime de Saddam Hussein.



AP / S. MIZBAN / IRQ-2006

Aujourd'hui, les groupes radicaux empruntent le même chemin; ils utilisent l'expulsion de pans entiers de populations pour asseoir leur pouvoir politique. Le schéma central des déplacements est la consolidation, par les groupes armés extrémistes, des territoires sous leur emprise. Par définition, les gens se réfugient dans des zones où ils se sentent en sécurité. Les Sunnites vont dans des zones sunnites. Les Chiïtes vont dans des zones chiïtes. Et les Kurdes – et parfois des Arabes – se rendent dans les provinces du nord, tandis que les Chrétiens optent pour certains secteurs de la province de Ninewah. Et la plupart de ceux qui peuvent quitter le pays le font. Il en résulte que les groupes radicaux exercent leur domination sur des territoires «nettoyés» et ont ainsi considérablement renforcé leur pouvoir.

Les schémas de déplacement varient. Plus une ville est mixte, plus elle risque d'être visée par la violence sectaire. Des endroits comme le nord de Babil, la province de Salah ad-Din, Mossoul, Bassora et Bagdad en parti-

culier sont extrêmement violents. Dans certaines zones, des campagnes sont menées de manière parallèle afin de fragiliser les quartiers mixtes. La violence tend à être moins présente dans les lieux où s'exerce une autorité locale en état de fonctionner – principalement dans le nord, au Kurdistan et dans les villes chiïtes du sud, à l'exception de Bassora.

Il est difficile d'évaluer le nombre de déplacés. Les seuls chiffres officiels sont fournis par le Ministère du commerce, qui gère les rations pour tout le pays, mais il est possible qu'il sous-estime l'ampleur du problème. Beaucoup de personnes déplacées ne s'enregistrent pas pour recevoir des rations et tous les chiffres relatifs au nombre de déplacés internes en Iraq sont l'objet de manipulations, en particulier ceux émis par les partis politiques. Le nombre de déplacés en Iraq le plus souvent avancé est celui de 700 000 personnes pour 2007, année suivant l'attentat de Samarra. En mars 2007, l'UNHCR estimait à près de deux millions le nombre de réfugiés irakiens vivant dans les pays voisins, et tout particulièrement en Jordanie et en Syrie.

La violence sectaire n'est pas l'unique cause des déplacements de populations. Il faut également citer le manque de sécurité et de services de base, les retards pris dans la résolution des conflits fonciers et les opérations militaires qui délogent périodiquement des milliers de civils de chez eux.

Il existe diverses catégories de personnes déplacées par le sectarisme. Les Arabes sunnites venant de zones à majorité chiïte constituent le groupe qui a connu la plus nette augmentation depuis l'attentat de Samarra. Les Chiïtes issus de zones à majorité sunnite ont aussi subi d'intenses pressions. De nombreux Arabes sunnites et chiïtes – qui avaient été installés, souvent contre leur gré, dans le Kurdistan, au nord du pays, par le régime Baas dans le cadre de son programme agressif d'arabisation – ont été contraints de partir de chez eux en 2003 et 2004.

Les groupes minoritaires forcés de quitter des zones sunnites et des zones chiïtes comprennent des Kurdes, des Chrétiens, des Turkmènes, des Sabéens-Mandéens, des Roms et des ressortissants de pays tiers, notamment des Palestiniens [voir l'article en page 24]. Les minorités sont plus souvent la proie de gangs de criminels que de la violence sectaire elle-même, car elles sont perçues comme ne bénéficiant que d'une protection moindre, contrairement aux Sunnites, aux Kurdes et aux Chiïtes.

COMMENT FONT-ILS?

LA MAJORITÉ DES DÉPLACÉS SONT LOGÉS PAR DES membres de leur famille, des amis ou simplement par des gens de leur communauté. D'autres sont installés dans des bâtiments publics. Le nombre de déplacés établis dans des camps est bien inférieur à celui des personnes séjournant dans des familles d'accueil. Les personnes présentes dans les camps sont d'ailleurs les plus mal loties du fait des conditions sanitaires et d'héberge-

TÉMOIGNAGES DE RÉFUGIÉS

Nada

«Les gens sont assassinés à cause de leur pièce d'identité. Si je me fais arrêter à un point de contrôle à Bagdad, le nom de Nada n'indique pas que je suis chiïte. Mais ma carte donne le nom de mon père, qui est clairement chiïte, donc à certains postes je me ferais tuer.

«Il y a une semaine, des jeunes hommes [chiïtes] d'ici... la police est venue dans leur appartement. Ils les ont emmenés à la station de police et ensuite à la frontière avec l'Iraq. Il y a des chauffeurs de l'autre côté de la frontière. Les jeunes ont parlé avec un chauffeur. Ils lui ont dit qu'ils n'avaient pas d'argent et demandé de les emmener à Bagdad. On pense qu'un chauffeur reçoit 100 dollars pour chaque Chiïte livré aux groupes terroristes. Six ont été décapités. L'un d'eux était mon cousin.

«Ici, en Jordanie, les Irakiens sont unis, qu'ils soient sunnites, chiïtes ou chrétiens. Mais en Iraq, ils s'entretuent.»

Après une demi-heure de discussion essentiellement consacrée aux difficultés de sa vie quotidienne en Jordanie, Nada se met brusquement à pleurer. Ses amis tentent de la consoler et, après avoir

obtenu sa permission d'un signe de la tête, racontent en son nom le reste de son histoire. Son mari a été kidnappé à Kirkouk en novembre 2006. Depuis, elle est sans nouvelles. Elle a cinq enfants – la plus âgée a 19 ans, la plus jeune 8 ans.

Les enfants ne savent pas que leur père a été enlevé et ils ne comprennent pas pourquoi il n'appelle jamais. Elle leur dit qu'il est en voyage mais, après trois mois, l'explication peine de plus en plus à les convaincre.

Les deux garçons de Nada, qui ont 15 et 17 ans, travaillent tous les deux illégalement pour une usine de chaussures jordanienne après l'école. La famille vit de ce revenu. «Mes enfants sont tout ce qui me reste», dit-elle, en essayant ses larmes. «Mon fils aîné est décidé à rentrer en Iraq pour partir à sa recherche, bien qu'il ne sache pas qu'il a été enlevé. Je me fais du souci pour lui. Il a commencé à fumer et ses amis le poussent à sortir en boîte de nuit. J'ai peur de perdre le contrôle s'il commence à fumer, à sortir et à boire de l'alcool, et que mon fils cadet suive le même chemin. Alors nous n'aurons plus d'argent et notre famille volera en éclats.»



Une proportion assez faible des 1,9 million d'Iraquiens déplacés à l'intérieur du pays vit dans des camps. La majorité d'entre eux est logée par des proches, des amis ou des membres de leur communauté. Les autres sont installés dans des bâtiments publics.

ment misérables. Pour l'essentiel, les familles semblent être parvenues à préserver leur unité. Le déplacement a toutefois un impact majeur sur la société iraquienne en raison de l'augmentation du travail des enfants.

Pour obtenir une ration, les déplacés doivent s'enregistrer auprès du Ministère du commerce. Pour diverses raisons – l'absence de pièce d'identité, l'insécurité, la méfiance, la fierté – nombreux sont les déplacés à ne pas faire cette démarche. C'est particulièrement le cas de ceux qui parviennent à vivre hors des camps car ils ont des proches pour les héberger ou parce qu'ils peuvent vivre sans recevoir d'assistance.

Les conditions de vie difficiles suscitent une grande colère à l'encontre du gouvernement. Les autorités locales, qui sont assez efficaces au niveau des provinces et des districts, sont extrêmement conscientes du problème. Chaque province dispose d'un comité pour les déplacés et d'une salle des opérations.

Le Croissant-Rouge iraquien est la principale agence nationale de secours à s'occuper des déplacés. L'organisation travaille principalement dans les camps et les installations collectives. Il s'agit du seul groupe non sectaire disposant de structures réelles à être établi sur l'ensemble du territoire national. Les communautés locales soutiennent aussi parfois les déplacés par le biais de comités informels mis sur pied dans les quartiers ou dans les mosquées. L'aide internationale a été réduite au minimum ces derniers temps; elle est aussi peu visible du fait de la situation sécuritaire.

SOMBRES PERSPECTIVES

IL EST DIFFICILE DE SAISIR L'IMPACT DE LA VIOLENCE sectaire. Des quartiers que l'on pouvait à peine distinguer sont aujourd'hui séparés par des no man's land de rues désertes et de bâtiments fermés. Les sociétés de transport doivent changer de véhicules et de chauffeurs

pour faire circuler leurs marchandises de territoire en territoire. Les routes sont interdites à un groupe ou à un autre. Mais le pire, c'est l'exode hors d'Iraq des élites du pays qui, ayant perdu espoir, tentent de se réinstaller dans des pays tiers.

Bien que cela puisse paraître impensable, nombreux sont ceux à craindre que la violence sectaire ne s'aggrave encore. Un rapport récent du *International Medical Corps* évoque le spectre de «l'utilisation d'artillerie et d'armes lourdes pour viser des zones précises, ainsi que... le nettoyage sectaire à grande échelle». En devenant plus violents, les groupes radicaux vont peut être aussi se diviser, ce qui rendra une issue politique encore plus difficile à trouver.

Au moment où ce magazine partait chez l'imprimeur, le résultat du plan de sécurité établi par le gouvernement et du renforcement des troupes américaines demeurait incertain. Plusieurs personnes interviewées se montraient toutefois très optimistes. Un jeune Sunnite originaire du quartier chiite de Shaab nous a ainsi déclaré que l'Armée de Mahdi s'était faite plus rare dernièrement, mais «nous savons qu'ils vont revenir». A travers tout le pays, des déplacés chiites et sunnites disent que les déplacements sectaires sont en augmentation et

TÉMOIGNAGES DE RÉFUGIÉS

Hussam

Hussam est sunnite, sa femme Amira chiite. A une époque, ils possédaient une usine de confection près de Bassora, dans laquelle travaillaient 13 personnes.

Hussam sort de son portefeuille la photocopie légèrement écornée d'une lettre et la déplie avec soin.

Lettre du 20 février 2006

À qui de droit

Nous souhaitons vous informer qu'il a été prouvé qu'Hussam XXX a travaillé pour l'ancien régime, raison pour laquelle nous demandons son adresse et sa localisation exactes et vous mettons en garde contre toute tentative destinée à cacher des informations d'utilité publique.

La lettre a été accrochée au pare-brise de la voiture d'un frère de

Hussam. Un autre de ses frères a été abattu d'une balle en pleine tête en avril 2006.

Hussam pense que son frère a été assassiné à cause de lui, parce qu'il faisait des vêtements pour des fonctionnaires de haut rang et des officiers de l'armée, et parce que sa nièce a épousé un capitaine de l'armée. Il est donc irrémédiablement associé à l'ancien régime. «Mais, à cette époque, si le gouvernement vous demandait de faire des uniformes, vous ne pouviez pas refuser», dit-il.

Plus tard en 2006, il explique avoir reçu un appel sur son téléphone portable en Jordanie. «Ils ont dit : "Nous avons tué ton frère et tu es le suivant. Quel que soit le pays où tu vas, on te retrouvera."»



AFP / S. HAMED / IRQ-2006

Les minorités d'Iraq

les perspectives de retour chez eux plutôt minces, dans un avenir proche. «Le gouvernement veut que nous rentrions dans nos maisons à Bagdad, dit un homme. J'ai appelé des voisins sunnites et ils m'ont dit que les insurgés continuaient à utiliser notre maison pour leurs opérations. Comment pourrions-nous rentrer?»

Les gens commencent même à intégrer la violence dans leur façon de vivre. La peur décide de l'endroit où vous allez faire vos courses, de l'hôpital où vous vous faites soigner et même de si vous allez sortir de chez vous ou pas. C'est elle qui décide si vous allez envoyer



sont une proie facile pour les criminels et les extrémistes.

vos enfants à l'école, quel passager vous allez prendre dans votre taxi, lesquels de vos amis vous allez voir...

A Bagdad, un travail d'un nouveau genre est apparu. Moyennant rémunération, des gens écument les étangs et le bord du fleuve pour trouver le corps d'un parent disparu. Comment peut-on vivre plongé au cœur d'une telle violence sans être terrorisé en permanence ?

«Je voudrais qu'ils nous attaquent avec une bombe nucléaire et qu'ils nous tuent tous, pour qu'on puisse enfin se reposer...», déclarait un Iraquien à un journaliste du New York Times, après qu'une bombe ait

explosé dans un marché de Bagdad, le 3 février dernier, faisant 130 morts et plus de 300 blessés. «On ne peut pas continuer à vivre ainsi. Nous mourons à petit feu, chaque jour un peu plus.»

De plus en plus, les déplacés considèrent ce qui leur arrive comme le résultat d'une profonde division politique de leur pays. La violence génère des changements durables du paysage social et démographique de l'Iraq. C'est l'objectif que cherchent à atteindre les groupes armés extrémistes.

Et ils sont en passe de réussir. ■

Cette famille issue d'une minorité religieuse a fui Bagdad et vit désormais dans un cimetière dans le nord de l'Iraq.

Assistance en péril

La gestion à distance de l'aide en Iraq

PAR CÉCILE POUILLY

19 AOÛT 2003, 16 HEURES 30, Canal Hotel : un camion bourré d'explosifs percute le siège des Nations Unies à Bagdad et explose, tuant 23 personnes, dont le Représentant spécial des Nations Unies en Iraq, et faisant des dizaines de blessés graves.

Deux mois plus tard, le premier jour du Ramadan, la délégation du Comité international de la Croix-Rouge à Bagdad est frappée par un attentat à la voiture piégée – la première attaque de ce type jamais perpétrée contre le CICR depuis sa création en 1863. Trente-cinq personnes périssent et 230 sont blessées lors de cette explosion et lors de trois autres attentats qui ont lieu dans la capitale iraquienne au cours des 45 minutes qui suivent.

Ces attaques – ainsi que l'enlèvement de deux humanitaires italiennes et l'assassinat de la représentante de CARE, Margaret Hassan, en septembre et novembre 2004 – ont choqué l'ensemble de la communauté humanitaire.

«En Iraq, il n'y plus d'espace pour la neutralité», dit Pierre Gassmann, ancien chef de délégation du CICR pour l'Iraq en 2003-2004 et conseiller pour le *Program on Humanitarian Policy and Conflict Research* à l'Université de Harvard. «Dans des contextes aussi polarisés, la chose la plus dangereuse en ce qui concerne la sécurité des organisations internationales, c'est l'idée qu'elles sont perçues comme neutres. Elles ne le sont pas.»

Son opinion est renforcée par de bien sombres statistiques : selon le NCCI (NGO *Coordination Committee in Iraq*), une organisation basée à Amman qui représente près de 300 ONG internationales et iraqiennes, pas moins de 82 travailleurs humanitaires iraqiens et internationaux ont été tués en Iraq entre 2003 et janvier 2007. Quatre-vingt-six autres ont été kidnappés, 245 blessés et 24 arrêtés.

Ces attaques ciblées ont sans doute changé à tout jamais la façon dont les agences humanitaires opèrent dans les zones de conflit. A la fin 2003, pratiquement toutes les organisations internationales avaient

évacué leur personnel expatrié hors d'Iraq, cessant l'ensemble de leurs activités ou adoptant de nouvelles méthodes de travail.

UN NOUVEAU MODUS OPERANDI

DE NOMBREUSES AGENCES ONT MAINTENU leur présence dans le nord mais la plupart ont transféré leur personnel international basé dans le centre et le sud de l'Iraq vers les pays voisins, tout en poursuivant des activités limitées grâce à leurs employés iraqiens toujours sur place.

Dans un premier temps, les agences de secours ont généralement adopté un mode de gestion dit de contrôle à distance (*remote control*), en vertu duquel la prise de décision demeure la prérogative du personnel international relocalisé. Ce modèle n'ayant cependant pas tardé à démontrer ses limites, la plupart des organisations sont passées, à des degrés divers, du «contrôle à distance» à la «gestion à distance» (*remote management*).

Pierre Gassmann explique : «Beaucoup d'organisations internationales se sont rendues compte que si elles voulaient rester impliquées dans un contexte comme l'Iraq, il leur fallait travailler avec les employés nationaux, avoir du personnel de qualité, lui faire confiance et lui donner des compétences plus larges.»

Une autre caractéristique essentielle des interventions humanitaires en Iraq est la dépendance croissante vis-à-vis des ONG locales. C'est particulièrement le cas dans la zone extrêmement dangereuse du centre du pays, où très peu d'ONG étrangères sont encore présentes.

La Société du Croissant-Rouge iraquien, grâce à ses 18 branches et à son réseau très étendu de volontaires, est la seule organisation capable d'intervenir à découvert sur l'ensemble du territoire national. Mais, le Croissant-Rouge iraquien n'est pas à l'abri de l'anarchie qui ronge aujourd'hui l'Iraq : le 17 décembre, 30 de ses employés ont été kidnappés dans l'un de ses bureaux à Bagdad, dont 13 étaient toujours portés disparus à la mi-mars.

«Il reste quand même des endroits où il est possible de travailler – d'effectuer un travail communautaire», explique Cédric Turlan du NCCI. «De plus en plus, vous ne

pouvez travailler qu'auprès de votre propre communauté et nulle part ailleurs.» Le récent regain d'attention portée à l'Iraq par l'UNHCR et l'ensemble des Nations Unies l'encourage. «Pendant des mois, nous avons eu le sentiment d'être seuls à nous intéresser à l'intérieur du pays. Maintenant, avec l'ONU, il semble qu'il y ait une vraie volonté de changement et qu'un mouvement en ce sens soit en train de s'opérer.»

Andrew Harper, qui dirige l'unité d'appui pour l'Iraq de l'UNHCR, s'accorde à dire qu'une approche nouvelle est nécessaire pour soulager le sort des habitants de l'Iraq. «Nos opérations doivent être pragmatiques, dit-il. Cela passe sans doute par le fait de s'appuyer davantage sur des opérateurs financiers non institutionnels, de travailler via des opérations transfrontalières et de nous recentrer sur des zones situées hors de Bagdad, auxquelles nous pouvons avoir accès et où nous pouvons intervenir.»

UNE SEULE ET UNIQUE OPTION

C'EST CE GENRE D'APPROCHE QUI A ÉVITÉ aux agences humanitaires de devoir interrompre entièrement leurs opérations et qui constitue sans doute le seul mode de fonctionnement possible dans le contexte actuel. «La gestion à distance n'est pas un choix. C'est une voie à sens unique», explique un employé iraquien de l'UNHCR. «Il n'y a pas d'autre option possible.»

Début mars, 11 partenaires de l'UNHCR menaient des programmes de protection et d'assistance en Iraq pour l'agence pour les réfugiés, y compris des distributions d'articles non alimentaires, la fourniture d'hébergements d'urgence et la gestion de centres d'information et d'assistance juridiques.

Alors que le suivi des activités est assuré par les employés nationaux de l'UNHCR, en fonction d'un programme mensuel avalisé par les bureaux de l'agence au Koweït et à Amman, des contacts quotidiens avec le personnel international ont lieu via courriers électroniques ou appels téléphoniques.

«A quoi cela servirait-il d'aller à Bagdad ?», demande le chargé de programme d'une ONG européenne dont l'agence



Les équipes de sauveteurs cherchent des survivants après l'attentat contre le siège des Nations Unies en Iraq, le 19 août 2003.

travaille avec l'UNHCR dans la région du centre de l'Iraq. «Vous risquez votre sécurité et celle de vos employés, parce qu'ils sont obligés de veiller sur vous. Et si vos activités ont lieu sur le terrain, se trouver dans la zone verte n'est d'aucune utilité. De plus, en demandant à votre personnel de venir vous rencontrer dans la zone verte, vous pouvez le mettre en danger.»

Le même scénario se répète dans le sud du pays : «Je ne vois pas ce que cela apporterait d'avoir du personnel expatrié à Bassora actuellement», dit un travailleur humanitaire iraquien originaire de la ville. «Soit il serait logé à l'aéroport international, soit dans le palace qui accueille le Consul américain. L'un comme l'autre de ces endroits sont dangereux pour nous.»

Mais ce transfert de responsabilités est aussi synonyme de vulnérabilité accrue pour les employés irakiens. «Les travailleurs humanitaires irakiens prennent des risques incroyables», dit Cédric Turlan, du NCCI. «Dans la région centrale, le seul fait de se trouver sur place signifie prendre un risque. Mais les travailleurs humanitaires sont plus exposés : ils sortent alors que les autres restent chez eux.»

L'ONG collaborant avec l'UNHCR dans le centre de l'Iraq parvient néanmoins à poursuivre des activités destinées à renforcer les capacités locales et à protéger les personnes relevant de sa compétence. Elle est également en train de forer des puits instantanés, de mener des projets

générateurs de revenus et de réhabilitation bénéficiant aussi bien aux populations déplacées qu'à celles qui les accueillent.

Certains employés ont été menacés, explique le chargé de programme de cette organisation. «Quelqu'un vous menace. Si vous avez de la chance, vous recevez une deuxième mise en garde.» Un des membres de son personnel qui travaillait auprès des personnes déracinées par le conflit a dû quitter sa région d'origine, devenant à son tour un déplacé.

L'autre conséquence de cette situation est que le manque d'information dont ils disposent pousse parfois les professionnels de la sécurité basés à l'extérieur à une prudence excessive. «Les règles de sécurité des Nations Unies devraient être plus souples afin que nous puissions nous déplacer, comme des Irakiens vivant en Iraq», dit un des employés de l'UNHCR basé dans le sud du pays. «J'évalue si je peux me rendre dans un endroit ou non; je ne prends pas de risques inutiles... mais ces gens sont nos cousins, nos proches — nous devons faire quelque chose.»

SUIVI RÉCIPROQUE

LES MISSIONS IMPLIQUANT DE PASSER LA nuit à l'extérieur étant interdites, il est pratiquement impossible au personnel de l'UNHCR d'effectuer le suivi des programmes menés par ses partenaires d'exécution dans certains des neuf gouvernorats du sud comme Kut et Missan, ce qui soulève un deuxième problème : celui

de la responsabilité. Comment suivre ce qui se passe depuis l'étranger ?

«Ce n'est pas parfait, mais c'est mieux que rien», explique Cédric Turlan du NCCI. «Ce n'est pas la distribution de l'assistance qui se fait à distance, c'est sa gestion.»

Janvier de Riedmatten, le délégué de l'UNHCR pour l'Iraq (qui est basé en Jordanie), souligne que diverses options sont en train d'être explorées afin de renforcer ce suivi : «La plupart de nos partenaires d'exécution ont des employés irakiens solides, qui ont été formés avant la guerre. Donc, de manière générale, nous avons confiance en ce qu'ils font. Et nous pouvons suivre un bon nombre d'activités grâce à nos collègues irakiens. Nous sommes néanmoins en train de mettre en place un système supplémentaire de «suivi horizontal» (*peer monitoring*), qui aidera les ONG à se contrôler les unes les autres.»

Chacun est au moins d'accord sur un point : pour éviter que ne continuent les déplacements à l'intérieur et hors d'Iraq, il va falloir répondre rapidement aux besoins de l'ensemble des Irakiens, qu'ils habitent toujours chez eux ou qu'ils aient été contraints de fuir leur foyer. Pour cela, les travailleurs humanitaires devront peut-être intervenir dans un contexte impliquant un niveau de risque très élevé, du moins jusqu'à ce que les hommes politiques n'accomplissent leur devoir, celui de faire tout leur possible pour restaurer un espace humanitaire sécurisé. ■

Perspectives

Quelque deux millions de réfugiés irakiens seraient dispersés à travers tout le Moyen-Orient – il s'agit du plus important mouvement de réfugiés dans la région, depuis l'exode des Palestiniens après la création d'Israël, en 1948.

PAR RUPERT COLVILLE

SYRIE

LA SCÈNE: UNE PETITE COUR INTÉRIEURE dans un centre pour réfugiés de la capitale syrienne, Damas, au début de février. Une cinquantaine de réfugiés attendent, assis sur des chaises pliantes, l'air anxieux. La plupart ont en main des liasses de papiers, leurs documents. Une preuve précieuse de leur vie passée et de leur situation vulnérable actuelle.

Un employé de l'UNHCR est assis à une longue table à tréteaux, devant eux. Une femme d'une cinquantaine d'années se lève, une attelle autour du bras. La séance d'information commence.

Elle raconte que son mari a été kidnappé le 11 septembre 2006, alors qu'il se rendait à son travail à Bagdad. Elle ne l'a plus revu depuis. Son chauffeur a été retrouvé mort. Peu de temps après, des hommes sont venus chez elle et lui ont cassé les bras.

Est-ce que l'UNHCR peut l'aider à retrouver son mari ? On lui conseille de s'adresser au Comité international de la Croix-Rouge, qui s'occupe traditionnellement de retrouver les personnes disparues. Mais elle a déjà été les voir.

Une autre femme se lève ; elle est en mauvaise santé. L'employé de l'UNHCR lui donne l'adresse d'une clinique où les Irakiens

peuvent se faire soigner gratuitement.

Une série de questions sur les permis de résidence se met ensuite à pleuvoir. La réglementation a de nouveau changé : maintenant, les permis sont accordés pour 15 jours, et peuvent être prolongés pour une période maximum de trois mois. L'employé de l'UNHCR explique que l'agence doit se renseigner davantage sur ces nouvelles règles (quelques jours après, elles seront considérablement assouplies). Il tâche de rassurer les réfugiés en leur disant que, selon les informations de l'UNHCR, personne n'est expulsé.

Dans la foule, des voix s'élèvent pour exprimer leur désaccord. Certaines personnes ont entendu des choses : un homme prétend que ses fils ont été expulsés, un autre parle d'une famille qui aurait été détenue. L'employé de l'UNHCR prend des notes.

Un homme se plaint que ses deux filles ont des os brisés. Il n'explique pas comment c'est arrivé. «Et maintenant, on nous dit

d'aller à la frontière pour faire renouveler nos visas. Comment est-ce possible quand on a des os cassés ?»

Et qu'en est-il du nouvel exercice d'enregistrement que l'UNHCR a débuté il y a deux jours, au bureau de Damas ? (L'agence a failli être prise de court par les quelque 5 000 personnes qui se sont présentées chaque matin, pendant les deux premiers jours, pour demander des formulaires et fixer des rendez-vous pour l'enregistrement définitif).

À quoi sert cet enregistrement ? Est-ce que ces bouts de papiers auront une quelconque utilité ? Vont-ils assurer aux gens un peu plus de protection ?

L'UNHCR annonce que l'agence a mis en place trois numéros téléphoniques d'urgence : il est maintenant possible d'appeler pour poser des questions (un mois plus tard, les numéros d'urgence reçoivent au moins une centaine d'appels par jour).

Beaucoup de questions concernent la



Des milliers de réfugiés irakiens se sont regroupés dans le district de Sayda Zeinab, à Damas et dans plusieurs quartiers pauvres des capitales syrienne et jordanienne.

UNHCR / J. WREFFORD / SYR2007

régionales



réinstallation dans d'autres pays. L'employé de l'UNHCR explique qu'il y a très peu de places, que seuls les cas les plus vulnérables ont une chance. Ses propos ne sont guère réconfortants – presque toutes les personnes qui ont parlé jusqu'à présent semblent vulnérables. Les États-Unis viennent d'annoncer qu'ils accepteront 7000 Iraquiens supplémentaires se trouvant dans la région. La discussion s'anime de plus en plus au sujet de la réinstallation. Certains s'agitent, d'autres s'enfoncent un peu plus dans la dépression.

«A présent toutes les portes se ferment devant nous», dit un homme d'un ton monotone, teinté de désespoir.

Au même moment, dans certains des quartiers les plus délabrés de cette magnifique cité historique, d'autres employés de l'UNHCR organisent des réunions semblables, tandis que quelques milliers de personnes se font enregistrer auprès du bureau principal de l'agence, inscrivant leurs

noms pour pouvoir revenir ensuite procéder à un enregistrement définitif.

JORDANIE

PLAN SUIVANT: AMMAN, CAPITALE de la Jordanie, quelque 200 kilomètres plus au sud. Dans un café du centre ville, des employés de l'UNHCR tiennent une petite réunion informelle avec une dizaine d'intellectuels, d'écrivains et d'artistes irakiens. Officiellement, la Jordanie accueille environ 1 000 réfugiés reconnus (ainsi qu'entre 500 000 et 1 million d'autres Iraquiens – dont bon nombre sont arrivés avant 2003). Au café se trouvent plusieurs réfugiés reconnus, et ils sont en colère contre l'UNHCR.

Ces personnes sont passées au travers des mailles du filet: elles sont arrivées en Jordanie après avoir fui l'Iraq de Saddam Hussein, et auraient sans doute eu l'opportunité d'être réinstallées dans un autre pays. Mais, après le renversement de Saddam pendant la guerre en 2003, la réinstallation des Iraquiens a été partout suspendue.

Techniquement, les raisons légales sous-tendant leur réinstallation – c'est-à-dire les conséquences des persécutions par le régime de Saddam Hussein – ont disparu. Maintenant, ces personnes doivent prouver qu'elles se trouvent toujours en situation de vulnérabilité, mais dans un environnement complètement différent, où des milliers d'autres sont, comme à chaque fois, en compétition pour un nombre limité de places tout en étant aussi ou plus vulnérables qu'elles.

Les cas de réinstallation n'ont recommencé à augmenter qu'en 2007, et les places disponibles sont largement inférieures aux besoins, sans compter les ressources nécessaires pour traiter le grand nombre de dossiers. L'UNHCR prévoit de présenter 20 000 dossiers de réinstallation d'ici la fin de l'année; mais même si les gouvernements les acceptaient tous, voire davantage, cela ne couvrirait qu'une petite partie du nombre total de réfugiés dans la région. Avec tous les cas très vulnérables arrivés récemment, les réfugiés venus avant la guerre craignent de n'être à nouveau exclus.

«Les réfugiés se sentent perdus, ça se

comprend», dit Hanan Hamdan, chargée de la protection au bureau de l'UNHCR à Amman. «Les attentes sont très grandes, mais les frustrations aussi.» L'agence traite les demandes de réinstallation en suivant deux listes parallèles pour que ni les «vieux» ni les «nouveaux» réfugiés ne ratent complètement leur chance.

ÉGYPTE

MÊME SI LA POPULATION DU Caire, selon certaines estimations, est trois fois plus nombreuse que celle de toute la Jordanie réunie, 100 000 Iraquiens représentent une grande quantité de personnes à absorber pour n'importe quelle ville. Beaucoup des Iraquiens arrivés après 2003 se sont installés dans l'un des nouveaux faubourgs de la capitale égyptienne, 6th October City, où ils semblent s'être adaptés, à quelques exceptions près.

«Beaucoup des Iraquiens que nous rencontrons quotidiennement ont un bon



Beaucoup d'enfants irakiens pourraient avoir été traumatisés par les violences dont ils sont les témoins. Ces jeunes garçons ont été déplacés pendant la bataille de Fallouja en novembre 2004.

niveau d'éducation et sont hautement qualifiés. Ils sont bien installés et certains ont ouvert des petites entreprises», dit Arushi Ray, qui est en charge des services communautaires pour l'UNHCR.

Bien que le marché du travail soit encombré, les Iraquiens les plus débrouillards trouvent encore des opportunités: «Lorsque nous sommes arrivés en Égypte, nous avons décidé d'utiliser [nos] ressources limitées pour ouvrir ce petit commerce», raconte un boulanger irakien, qui était ingénieur à Bagdad. «On s'en sort à peine, mais

nous arrivons à subvenir aux besoins de nos familles et à envoyer nos enfants à l'école.»

LA PEUR ET L'APPAUVRISSMENT

OÙ QUE L'ON REGARDE EN SYRIE OU EN Jordanie, on voit des mères iraqiennes pauvres dont les époux sont morts ou ont disparu et dont les enfants sont traumatisés, des personnes qui ont besoin d'interventions chirurgicales lourdes, d'autres qui vivent sous la menace de règlements de compte transfrontaliers, d'autres encore qui courraient des risques énor-

mes si elles étaient renvoyées chez elles (les deux gouvernements insistent sur le fait qu'ils n'expulsent pas d'Iraqiens).

De nombreux réfugiés se trouvent dans une situation de flou juridique – ils sont généralement tolérés, mais leur présence dans les pays voisins n'a pas de justification légale. Beaucoup de visas ne sont plus valides, et il est difficile d'obtenir leur renouvellement. De plus, les anciens passeports iraqiens vont expirer avant l'été 2007, et pour beaucoup de personnes il sera sans doute difficile d'en obtenir de nouveaux.

Certaines rumeurs, selon lesquelles des Iraqiens seraient kidnappés dans des fourgons et renvoyés chez eux, plongent les réfugiés dans une peur constante. Vrais ou non, ces récits provoquent chez eux une profonde angoisse.

En dépit de leurs craintes, la plupart des Iraqiens reconnaissent que leur présence est source de difficultés pour leurs pays d'accueil. «Je suis reconnaissante au gouvernement qui nous a permis de venir ici», raconte Nour, 47 ans, mère de cinq enfants, dont le mari a disparu. «Ce pays a des lois que nous devons respecter et accepter. Il y a un proverbe iraqien qui dit: si tu es un étranger dans la maison de quelqu'un d'autre, tu dois respecter tes hôtes, et si un étranger vient dans ta maison, tu dois t'occuper de lui pendant une semaine. Que doit-on ressentir lorsque des milliers et des milliers d'étrangers vivent dans votre pays pendant si longtemps?»

Elle ouvre les mains: «Nous sommes réalistes. Ceux d'entre nous qui sont ici depuis 2000 ne peuvent ni retourner en Iraq, ni rester encore longtemps ici. Nous avons besoin de solutions. La population jordanienne nous en veut car les prix ont monté à cause de nous. Quand on prend un taxi, on nous dit que nous avons fait augmenter le prix de la nourriture, des maisons, de tout. Partout où nous allons, on nous dit combien nous avons rendu la vie des Jordaniens plus difficile.»

DES PRESSIONS ÉNORMES

«NOUS SOMMES TRÈS CONCILIANTS, compréhensifs et indulgents», déclare le porte-parole du gouvernement, Nasser Judeh. «Nous nous inscrivons en faux contre les rapports qui disent que la Jordanie ne fait pas assez.»

Et en effet, il est difficile de dire le contraire. Si la Jordanie, qui a une population de 5,7 millions de personnes, accueille 750 000 Iraqiens sur son territoire (meilleure estimation au début de l'année 2007), cela équivaldrait pour la France ou le Royaume-Uni à en accueillir presque 8 millions, pour l'Allemagne 11 millions et pour les États-Unis 40 millions. De manière générale, la Syrie et la Jordanie ont fait preuve d'une attitude très tolérante à l'égard des Iraqiens.

«Les structures jordaniennes sont sous pression...», ajoute Nasser Judeh. Les réfugiés qui arrivent ici ne viennent pas avec un seau d'eau. Nous sommes l'un des dix pays

TÉMOIGNAGES DE RÉFUGIÉS

L'histoire de Haneen

Haneen a 42 ans et a passé l'essentiel de sa carrière comme secrétaire auprès de plusieurs institutions gouvernementales iraqiennes. Son mari était diplomate. Après que l'armée américaine se soit emparée de Bagdad, tous deux ont été suspendus de leurs fonctions. Malgré son passé, son mari a travaillé pendant trois mois comme interprète et comme garde pour les forces américaines. Ils avaient besoin d'argent, mais ils sont devenus la cible des partisans aigris des divers camps du spectre politique et sectaire.

Leur maison a été bombardée et, à la fin 2003, son mari a été kidnappé par un groupe armé et détenu pendant sept mois, avec des dizaines d'autres personnes. Il a fini par être libéré lorsque l'armée s'est approchée du bâtiment où il était retenu prisonnier, et que ses geôliers se sont volatilisés.

«Mon mari souffrait d'insuffisance cardiaque, raconte-t-elle. Au début, ce n'était qu'un simple problème, mais sa condition médicale s'est aggravée après l'invasion et le kidnapping. On ne lui a pas donné les médicaments qu'il devait prendre tous les jours, et ils l'ont laissé dans le froid et sans manger, parfois pendant trois jours d'affilée.»

Lorsqu'ils sont partis à Damas à la fin de 2004, sa santé s'était déjà détériorée. Ils sont arrivés là-bas avec 1 000 dollars. «A l'époque, les prix n'étaient pas aussi élevés, donc cette somme nous a suffi pendant sept mois», continue-t-elle. Mais, vers la moitié de l'année 2005, ils ont connu des problèmes financiers.

L'UNHCR a pu faire en sorte que son mari

reçoive des médicaments, mais n'a pas pu financer son intervention cardiaque. «Nous avons besoin d'environ 4 500 dollars pour l'opération, dit Haneen. Mais l'UNHCR ne pouvait en offrir que 1 500.» Elle comprend pourquoi, et ne semble pas éprouver de rancœur à l'égard de l'agence, bien que son mari soit mort de sa maladie en mars 2006. (Les difficultés financières ont obligé les organisations médicales en Jordanie à faire des sélections semblables.)

Deux mois après son décès, Haneen et ses deux fils de 6 et 8 ans ont dû quitter leur minuscule appartement, car elle ne pouvait plus payer le loyer. Maintenant elle va de famille d'accueil en famille d'accueil: «Je reste cinq jours, une semaine. Mes enfants deviennent de plus en plus agressifs avec moi, ils m'en veulent car on n'arrête pas de bouger et parce que je ne peux pas leur acheter ce qu'ils veulent.»

Elle raconte mécaniquement encore quelques histoires familiales tragiques, comme si elles ne représentaient rien d'extraordinaire — ce qui, dans le contexte de l'Iraq, est malheureusement vrai: «Un de mes frères a été tué en juin 2006. Un autre a été kidnappé. J'ignore ce qui lui est arrivé.» Haneen a aussi cinq sœurs: «Je ne sais pas précisément où elles sont. Je n'ai pas eu de leurs nouvelles depuis longtemps.»

Haneen continue sa vie du mieux qu'elle peut. Elle fait même un peu de bénévolat pour l'UNHCR, en aidant dans un centre d'accueil pour les réfugiés. Et de temps en temps, elle arrive même encore à esquisser un sourire.



Certains des Iraquiens partis en 2003-2004 étaient relativement aisés. En 2007, la plupart des nouveaux arrivants sont pauvres et beaucoup de ceux qui sont arrivés avant ont épuisé leurs économies.



les plus pauvres au monde en termes de ressources en eau.»

De plus, la Jordanie accueille déjà une grande communauté de réfugiés palestiniens –représentant près de la moitié de sa population– dont les camps se sont transformés en faubourgs et étendus autour d'Amman et d'autres villes jordaniennes. Beaucoup ont des permis de résidence permanents et sont considérés comme jordaniens, mais tout le monde pense à eux en entendant le mot «réfugié».

La présence continue d'un grand nombre de Palestiniens, des dizaines d'années après leur fuite des territoires occupés, constitue également un élément clef de la situation en Syrie et au Liban. C'est l'une des raisons pour lesquelles aucun pays de la région ne veut entendre parler de la mise en place de camps de réfugiés. L'UNHCR n'est pas plus enthousiaste : «Ouvrir des camps en Jordanie voudrait dire les installer dans le désert», dit Anne-Marie Deutschlander, chargée principale de la protection au bureau de l'UNHCR à Amman. «Et les camps dans le désert sont des endroits terribles.»

La situation est semblable en Syrie : «Beaucoup d'Iraquiens ont des problèmes», explique Laurens Jolles, délégué de l'UNHCR en Syrie. «Nous faisons de notre mieux pour nous occuper des problèmes individuels, mais c'est une tâche énorme. La Syrie s'est montrée extrêmement conciliante. Les Syriens sont contrariés par les effets de cet immense afflux de gens sur leur vie de tous les jours, mais ils éprouvent encore une sympathie sincère envers les Iraquiens, et de la colère et de la tristesse pour ce qui est arrivé à leur pays.»

PAS DE SOLUTION SIMPLE

IL N'Y PAS DE SOLUTION SIMPLE EN VUE, ni en Syrie, ni en Jordanie. Ni en Égypte où, début de mars, on estimait le nombre d'Iraquiens à au moins 100 000; ni au Liban, qui se relève à peine de la guerre de l'été dernier et abrite 40 000 Iraquiens; ni encore dans les pays du Golfe, où se trouveraient au moins 200 000 Iraquiens.

Étant donnée la situation actuelle en Iraq, le rapatriement n'est pas envisageable dans un avenir proche –mais reste néanmoins la seule solution possible à long terme pour la plupart des Iraquiens. Dans la majorité des cas, l'intégration locale n'est clairement pas une option viable, et la réinstallation ne peut aider qu'une partie des réfugiés relativement faible.

Entre-temps, davantage d'infrastructures sont nécessaires (des écoles, des hôpitaux, des enseignants, des médecins), financées par la communauté internationale. Les systèmes scolaires et médicaux en Jordanie et en Syrie ne peuvent fournir une éducation et des soins à des centaines de milliers de personnes supplémentaires.

«Si on parle de 2 millions de réfugiés», dit Radhouane Nouicer, directeur du bureau de l'UNHCR pour le Moyen-Orient, «cela signifie peut-être 540 000 enfants en plus en âge d'être scolarisés, donc des milliers de classes supplémentaires. Imaginons qu'il y ait un enseignant supplémentaire pour 60 enfants –cela veut dire 9 000 enseignants et autant de salaires supplémentaires. Après il faut des tableaux, des bureaux, des livres, du matériel pédagogique –on parle déjà de dizaines de millions de dollars, pour le secteur éducatif uniquement. Ensuite il y a la santé, les services

sociaux, les projets générateurs de revenus. Tout cela est vital, très coûteux, et devient chaque jour de plus en plus nécessaire, au fur et à mesure que l'argent des Iraquiens diminue. Nous remarquons déjà que les nouveaux arrivés sont beaucoup plus pauvres que ce n'était le cas il y a deux ou trois ans.»

Certaines ONG locales et internationales se battent courageusement pour aider les réfugiés –bien moins toutefois que ce à quoi on pourrait s'attendre, étant donné le nombre énorme de personnes concernées. Le problème le plus important de tous –et le plus difficile– est sans doute qu'il faut que les Iraquiens puissent gagner leur vie. Dans le cas contraire, la pauvreté et la faim vont devenir des facteurs sérieusement déstabilisants pour les Iraquiens, et pour les sociétés qui les accueillent.

«Les difficultés pour s'occuper d'une énorme population de réfugiés urbains sont immenses, ajoute Radhouane Nouicer. On ne peut pas payer tous leurs loyers, ni nourrir tout le monde; on ne peut même pas savoir combien ils sont exactement. Mais on peut les aider dans d'autres domaines –mettre en place un filet de sécurité pour les plus vulnérables, aider les gouvernements dans le domaine des infrastructures et du personnel, tâcher de convaincre les autres pays de partager les responsabilités et les coûts. Nous devons faire tout cela –et simultanément prier pour que la violence en Iraq cesse rapidement. Car, en fin de compte, c'est la seule véritable solution.» ■

Pour plus de détails sur les programmes en faveur des réfugiés iraqiens au Moyen-Orient, vous pouvez consulter le site www.unhcr.fr

Les Iraquiens sont-ils trait

Une famille hollandaise fait la connaissance de ses nouveaux voisins iraqiens en 2000. Les personnes arrivées récemment reçoivent un accueil beaucoup plus froid dans de nombreux pays industrialisés.



UNHCR / M. ROEMERS / NLD-2000

Les statistiques soulèvent des inquiétudes dans les pays industrialisés

PAR WILLIAM SPINDLER

CHAQUE JOUR, LES HABITANTS DU monde entier constatent l'escalade de la violence en Iraq sur leurs écrans de télévision et d'ordinateur. Malgré cet épouvantable carnage, les statistiques montrent qu'il n'a jamais été aussi difficile pour les Iraquiens de trouver une protection dans les pays industrialisés.

Iman Ramzi*, une Iraquienne pleine de vivacité établie en Europe depuis près de vingt ans et mariée à un Européen, explique certaines des difficultés rencontrées par ses compatriotes lorsqu'ils tentent de quitter leur pays: «Il est très difficile d'obtenir un passeport en Iraq – vous devez payer un pot-de-vin très élevé. A moins d'avoir beaucoup d'argent, vous pouvez faire une croix sur l'obtention d'un passeport», dit-elle.

L'obtention d'un passeport valide n'est que le premier des nombreux obstacles que les Iraquiens doivent surmonter pour gagner un lieu sûr et une certaine tranquillité d'esprit. Le fait même de sortir d'Iraq est physiquement difficile tant il est devenu dangereux de traverser les frontières sectaires. L'obtention d'un visa pour les pays de la région proche est aussi de plus en plus difficile – et l'autorisation de séjour, lorsqu'elle est accordée, est désormais généralement strictement limitée dans le temps. L'obtention de visas pour voyager plus loin – notamment vers l'Europe – est quasiment impossible pour la plupart des Iraquiens.

Les obstacles sont redoutables. Pourtant, pour certains Iraquiens, obtenir l'asile est une véritable question de vie ou de mort.

«Même une personne bien établie

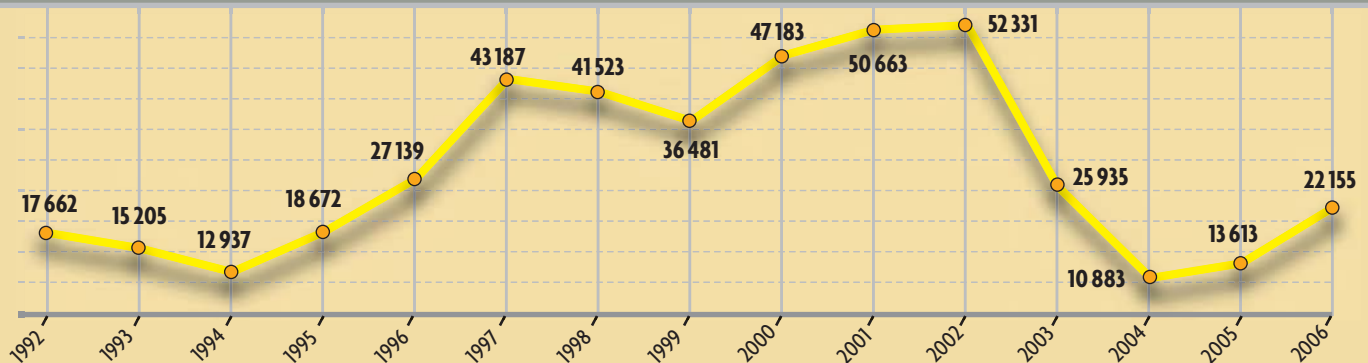
comme moi rencontre les plus grandes difficultés pour obtenir un visa permettant à ses proches de lui rendre visite, affirme Iman. Je ne peux même pas faire sortir mes frères et sœurs d'Iraq pour qu'ils viennent prendre une bouffée d'air frais. Ma mère est décédée sans que j'aie la possibilité de la voir.»

Un officier de l'immigration lui a dit récemment: «Nous ne voulons pas d'Iraquiens ici, même pour une visite. Si vous voulez voir votre famille, vous pouvez les rencontrer ailleurs, dans un autre pays.» Un autre fonctionnaire lui a dit: «Vous (Iraquiens) représentez un danger pour notre pays.» Comme plusieurs autres réfugiés interrogés dans le cadre de cet article, Iman n'a pas voulu que le pays européen dans lequel elle vit actuellement soit identifié. La peur et l'anxiété semblent

és de manière équitable?

TABLEAU 1

Demands d'asile déposées par des Iraquiens dans 38 pays industrialisés, 1992-2006



poursuivre les Iraquiens partout où ils vont.

Face à ces obstacles, de nombreux réfugiés qui ne se sentent pas en sécurité dans la région proche de l'Iraq n'ont d'autre choix que de recourir à des passeurs. En échange d'un montant variant entre 5 000 et 20 000 US\$, ces derniers leur proposent de les guider jusqu'en Europe, en empruntant l'un des multiples itinéraires clandestins et souvent dangereux qui existent.

Le cas d'Abdoul est typique.* Membre peu influent du parti Baas – comme des centaines de milliers d'autres –, il travaillait dans un ministère du temps de Saddam Hussein. Cela suffit à le condamner à mort aux yeux de certaines milices. Alors que la violence montait autour de lui, il a fui vers la Syrie.

Craignant très fortement d'être renvoyé en Iraq, il s'est rendu en Turquie avec l'aide de passeurs où il a obtenu de faux documents qui lui ont permis de voyager vers l'Algérie et le Maroc. Son périple s'est terminé dans l'enclave espagnole de Melilla en Afrique du Nord où il s'est adressé à la police pour demander l'asile. Après une longue attente, les autorités espagnoles lui ont accordé le statut de réfugié. «Je suis arrivé en Espagne par accident», affirme-t-il dans un espagnol encore hésitant, en ajoutant qu'il se sent enfin en sécurité.

Les statistiques récentes montrent qu'il est l'un des réfugiés les plus chanceux parmi la génération actuelle d'Iraquiens qui tentent d'entrer en Europe.

L'année dernière, les Iraquiens ont

déposé près de 22 000 demandes d'asile dans les pays industrialisés. Bien que significatif, ce chiffre paraît dérisoire comparé aux quelque deux millions d'Iraquiens qui seraient présents en Syrie, en Jordanie et dans d'autres pays du Moyen-Orient. Il représente également moins de la moitié des 52 000 demandes d'asile déposées par des Iraquiens en 2002 – avant l'invasion et l'effondrement ultérieur de la situation sécuritaire en Iraq (voir tableau 1).

Comme la situation en Iraq ne saurait être objectivement décrite comme meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'était en 2002, pourquoi le nombre de demandeurs d'asile iraquiens en Europe et dans les autres pays industrialisés est-il encore si bas ?

ÉCHEC DU SYSTÈME ?

LES DÉFENSEURS DES RÉFUGIÉS ESTIMENT que la principale raison tient au fait que les politiques restrictives de nombreux pays industrialisés soit rendent très difficile pour les réfugiés potentiels de se rendre dans ces pays, soit – quand ils y parviennent – les dissuadent de demander l'asile. Par conséquent, après avoir mené leur propre analyse risques/avantages, il se peut que les réfugiés aient renoncé à tenter d'être reconnus comme tels. Si tel est le cas, alors le système de protection des réfugiés élaboré avec tant de minutie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale commence à montrer des signes de faiblesse.

«Nous sommes préoccupés par le fait que les pays européens – tant individuellement que collectivement – aient pu sacrifier certaines garanties de protection afin de réduire le nombre de demandeurs d'asile», affirme Judith Kumin, qui dirige le bureau de l'UNHCR à Bruxelles.

Selon Krister Isaksson, analyste au Conseil suédois des migrations, beaucoup d'Iraquiens présents en Europe décident de rester illégaux parce qu'ils pensent que leur demande d'asile sera rejetée. «C'est en cela que la Suède est différente», a-t-il dit à l'agence de presse AFP. «En Suède, ils choisissent de demander l'asile parce qu'ils ont des chances d'obtenir une autorisation de séjour.» Par conséquent, la Suède a reçu près de la moitié de toutes les demandes d'asile iraquiennes déposées en Europe en 2006.

Au cours d'une réunion des ministres de la justice et de l'intérieur de l'Union européenne en février 2007, Tobias Billström, le Ministre suédois chargé de la politique de migration et d'asile a appelé les autres pays européens à se montrer plus solidaires et à aider la Suède (laquelle a reçu 8 950 demandes d'asile d'Iraquiens en 2006) à assumer la responsabilité d'accorder une protection aux réfugiés iraquiens. Après la Suède, les pays ayant reçu le plus grand nombre de demandes d'asile d'Iraquiens sont les Pays-Bas (2 765), l'Allemagne (2 065, dont 468 demandes de réexamen),

la Grèce, le Royaume-Uni et la Norvège (voir tableau 2).

TAUX DE RECONNAISSANCE IRRÉALISTES

SOUVENT, MÊME LES IRAQUIENS QUI parviennent à surmonter tous les obstacles et à demander l'asile dans les pays industrialisés constatent que le sort est encore ligué contre eux.

Bien que chaque demande d'asile doive être examinée sur le fond, les statistiques les plus récentes montrent que, pour les demandeurs d'asile irakiens, la chance d'obtenir une protection dans un pays industrialisé varie de 90% à zéro, selon le pays dans lequel ils se trouvent quand ils déposent leur demande d'asile.

Rares sont les pays qui reconnaissent les Irakiens comme des réfugiés au sens de la Convention des Nations Unies de 1951 sur les réfugiés. Lorsqu'une protection est accordée, il s'agit plutôt d'une «protection subsidiaire» ou d'un autre «statut humanitaire», qui entraîne moins d'avantages juridiques, sociaux et matériels de base.

TABEAU 2

Demandes d'asile d'Irakiens dans les pays industrialisés, 2006 *

PAYS D'ASILE

Suède	8 950
Pays-bas	2 765
Allemagne	2 065
Grèce	1 415
Royaume-Uni	1 305
Norvège	1 000
Suisse	815
Belgique	695
États-Unis	535
Danemark	505
Autriche	380
Finlande	225
Irlande	215
Slovaquie	205
Canada	190
Australie	185
Chypre	130
France	115

* Uniquement les pays ayant reçu plus de 100 demandes

En outre, un grand nombre de demandes déposées par des Irakiens sont classées sans qu'une décision ait été prise sur le fond. Si cela peut être le signe que le demandeur est parti ailleurs, cela peut également signifier que le dossier a été classé pour des motifs purement formels. De même, certains pays européens enregistrent les demandes comme «rejetées» après avoir établi qu'un autre Etat est responsable de leur examen en vertu du règlement «Dublin II».

«Un réel problème existe pour les Irakiens renvoyés vers la Grèce en application du règlement Dublin II car ce pays a gelé l'examen de toutes les demandes irakiennes depuis 2003, ou vers la Slovaquie car aucun Irakien n'a obtenu de protection dans ce pays en 2006», affirme Judith Kumin de l'UNHCR.

La directrice pour l'Europe de l'UNHCR, Pirkko Kourula, est également gravement préoccupée par le fait que les taux de reconnaissance ne reflètent pas la réalité de ce qui se passe en Iraq: «Compte tenu de la gravité de la situation en Iraq, on pourrait certainement s'attendre à un taux de reconnaissance beaucoup plus élevé pour les réfugiés originaires de ce pays.»

Les organisations de défense des droits de l'homme ont critiqué les pays impliqués militairement en Iraq, en affirmant qu'ils figureraient parmi les moins disposés à accueillir des réfugiés irakiens.

«Jusqu'à présent, très peu d'Irakiens déplacés à cause de la guerre ont été autorisés à se réfugier aux États-Unis», estime Malcolm Smart, directeur chargé du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à Amnesty International. «Les autorités américaines doivent assumer leurs obligations dans ce domaine et partager la responsabilité de trouver des solutions durables à long terme pour les réfugiés irakiens.»

En réponse à ces critiques, les États-Unis ont annoncé récemment qu'ils accepteraient dans un premier temps 7 000 réfugiés provenant des pays voisins de l'Iraq.

Le Gouvernement britannique a également essuyé les critiques d'ONG comme Human Rights Watch pour son faible taux de reconnaissance et l'absence de programme de réinstallation pour les Irakiens. Les statistiques fournies à l'UNHCR par le Gouvernement

britannique montrent que sur 735 décisions rendues en 2006 concernant des demandes irakiennes, seules 85 étaient positives. Cela représente un taux global de reconnaissance de 12%, comparé à un taux de plus de 50% au début des années 2000 (voir tableau 3).

«Alors que des Etats européens vont jusqu'à envoyer des soldats combattre pour la sécurité, la démocratie et les droits de l'homme en Iraq, il serait paradoxal que ces mêmes Etats refusent ensuite la protection aux populations d'Iraq qui fuient leur pays parce qu'elles ne se sentent pas en sécurité et sont menacées», affirme Bjarte Vandvik, Secrétaire général du Conseil européen pour les réfugiés et les exilés (ECRE).

L'agence des Nations Unies pour les réfugiés publie régulièrement des recommandations aux gouvernements concernant la situation dans différents pays. Dans ses dernières recommandations concernant l'Iraq (décembre 2006), l'UNHCR caractérise la situation comme une situation de «violence généralisée» dans laquelle «les violations ciblées et massives des droits de l'homme sont courantes».

L'UNHCR recommande que les demandeurs d'asile originaires du sud et du centre de l'Iraq fassent l'objet d'un examen favorable sur le fondement de la Convention de 1951 sur les réfugiés ou, à défaut, qu'ils se voient accorder une forme de protection complémentaire (à moins, bien entendu, d'en être exclus en raison d'une implication antérieure dans des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou d'autres crimes graves).

Les recommandations de l'UNHCR concluent qu'aucun Irakien originaire du sud ou du centre de l'Iraq ne devrait être renvoyé de force tant que la situation en matière de droits de l'homme et de sécurité ne s'est pas considérablement améliorée dans le pays. En ce qui concerne les gouvernorats du nord de l'Iraq généralement plus stables, l'UNHCR recommande que personne ne soit renvoyé vers une situation de déplacement interne.

«Nous savons tous ce qui se passe actuellement en Iraq. Si les gens ne peuvent pas trouver de protection en Iraq, nous devons alors veiller à ce qu'ils en trouvent une lorsqu'ils fuient», affirme Pirkko Kourula de l'UNHCR. «Nous ne pouvons

TABLEAU 3

Taux de reconnaissance pour les Iraquiens en 2006 *

EN POURCENTAGE

	Statut de réfugié	Autre statut	Rejets	Clos pour un autre motif	Taux global de protection
Allemagne	7	1	68	24	11
Autriche	† 35	18	18	47	74
Belgique	8	1	61	30	13
Canada	86	0	7	7	93
Chypre	0	43	11	47	80
Danemark	0	3	97	0	3
Finlande	6	54	0	39	100
France	0 *	23 *	77	0	23
Grèce	0	0	89	11	0
Norvège	2	36	31	30	56
Pays-Bas	1	18	56	25	25
Royaume-Uni	3	8	88	1	12
Slovaquie	0	0	32	68	0
Suède	3	77	8	12	91
Suisse	13	0	68	19	16

* Etats ayant pris plus de 100 décisions. Seules les procédures de première instance sont incluses (chiffres préliminaires).

† Ce chiffre comprend les décisions de première et de seconde instances.

* Le chiffre utilisé sous la rubrique « Autre statut » peut inclure des cas ayant obtenu le statut de réfugié.

pas raisonnablement attendre de la Jordanie et de la Syrie, qui sont déjà surchargées, qu'elles s'occupent seules de cette question.»

La plupart des pays industrialisés s'étant jusqu'à présent abstenus de renvoyer les Iraquiens déboutés, un grand nombre de personnes, notamment des femmes et des enfants, se retrouvent dans une situation de vide juridique. C'est le cas en Allemagne et au Danemark où les demandeurs d'asile iraqiens déboutés ont l'autorisation de séjourner pour le moment en tant que « personnes tolérées ». En Grèce, où aucune décision n'a été prise concernant les dossiers iraqiens depuis 2003, ils vivent au jour le jour.

Malgré leur engagement en faveur d'un système d'asile commun à l'échelle de l'UE, les pays européens ont non seulement des approches divergentes par rapport aux demandes iraqiennes, mais ils appliquent aussi des normes de traitement très différentes aux demandeurs d'asile. Certains pays les maintiennent systématiquement en détention le temps que leurs demandes soient examinées, d'autres pas. Certains pays comme la Belgique et la Suisse (pays non membre de

l'UE) continuent d'offrir un hébergement aux demandeurs d'asile qui ont été déboutés en première instance mais qui font appel de cette décision – tandis que d'autres ne le font pas toujours, contraignant de nombreuses personnes à vivre sans abri et sans ressources.

Même les Iraquiens qui ont surmonté tous les obstacles avec succès et qui ont été reconnus comme étant des réfugiés peuvent se retrouver sans protection juridique. En Allemagne, quelque 19 000 réfugiés iraqiens se sont vus retirer le statut de réfugié entre 2003 et 2006, au motif qu'ils avaient fui le régime de Saddam Hussein et que, par conséquent, les circonstances à l'origine de leur reconnaissance n'existaient plus. Au cours de la seule année 2006, l'Office allemand pour les migrations et les réfugiés a retiré le statut de réfugié à 4 228 Iraquiens.

Dans de nombreux cas, cela signifie que ces individus perdent leur statut juridique de résident et sont privés de leurs droits élémentaires en tant que réfugiés : ils ont peu, ou pas, accès au marché du travail et n'ont souvent pas droit aux programmes de regroupement familial ou d'intégration sur place. Comme les personnes « tolérées »

sont, d'un point de vue juridique, obligées de partir, elles n'ont presque aucune chance d'obtenir un statut de résident sûr et durable en Allemagne. Cependant, pour beaucoup, le retour en Iraq n'est simplement pas une option dans les circonstances actuelles.

Le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, António Guterres, a demandé instamment aux pays situés en dehors de la région proche de l'Iraq d'accueillir des réfugiés iraqiens dans le cadre d'un programme de réinstallation.

« Nous serions très heureux si davantage d'Iraquiens pouvaient être réinstallés dans des pays européens et d'autres pays industrialisés », affirme Judith Kumin de l'UNHCR. « C'est une façon de se montrer solidaires envers les pays de la région – et pour un assez grand nombre de personnes, la réinstallation représente une solution absolument vitale. Nous devons toutefois admettre que beaucoup d'Iraquiens déjà présents dans les pays industrialisés n'obtiennent pas une protection satisfaisante. »

Comme d'innombrables autres réfugiés avant elles, les personnes qui fuient le conflit en Iraq sont souvent ternies par la violence à laquelle elles tentent d'échapper. S'adressant au Conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue des Etats arabes au Caire en mars, le Haut Commissaire Guterres a affirmé : « Même dans les sociétés les plus développées, nous constatons la réémergence du racisme, de la xénophobie et d'un type de populisme qui essaie toujours de créer la confusion dans l'opinion publique entre les réfugiés, les migrants et même les terroristes. Soyons parfaitement clairs : les réfugiés ne sont pas des terroristes, ils sont les premières victimes de la terreur. »

La directrice pour l'Europe de l'UNHCR, Pirkko Kourula, souligne les principes fondamentaux : « L'obligation morale et juridique de protéger les réfugiés et les demandeurs d'asile existe toujours », dit-elle, avant d'ajouter : « De nombreux Iraquiens ont terriblement besoin de cette protection tout de suite. La plupart d'entre eux ne vont jamais voir l'Europe, ni aucun autre pays industrialisé, mais ceux qui y parviennent méritent notre respect. Plus que cela, ils ont besoin de notre protection, claire et sans équivoque. » ■

* Nom modifié

Honte

Ou comment le monde a tourné le dos aux réfugiés palestiniens d'Iraq

PAR RUPERT COLVILLE

LE CAMP D'AL TANF N'EST PAS LE genre d'endroit où l'on a envie de vivre. Si vous quittez Damas vers l'est, vous découvrez un paysage désertique et sombre, sans relief et sans fin, un paysage qui s'étale jusqu'à la frontière avec l'Iraq. Entre les postes frontaliers des deux pays, s'ouvre un no man's land, également sinistre et plat. Au tiers de cette bande de cinq kilomètres surgit un campement vague et misérable, d'une centaine de tentes: Al Tanf.

Des caisses de tomates en décomposition attendent près du camp, abandonnées par un camion ayant trop attendu à la frontière. Des lambeaux de vêtements flottent, accrochés aux fils barbelés qui entourent le campement; des sacs en plastique déchirés tourbillonnent rapidement au gré du vent.

Ici, on trouve des serpents et deux sortes de scorpions, qui ont piqué les 350 habitants du camp à près de 70 reprises.

Ce n'est pas un endroit digne d'accueillir une famille ou d'élever 81 enfants âgés de 3 à 15 ans. Ils étaient 82, mais l'un d'eux a été écrasé par un camion il y a quelques mois.

Cinq grandes tentes font office d'école. Ce changement – la scolarisation des enfants – a eu un effet très bénéfique sur le moral de tous, du moins pour un temps. Les adultes sourient en évoquant l'impact que cela a eu sur leur progéniture. Les enfants sont tout fiers de répondre à une question posée par l'un des huit enseignants qui ont pu, avec l'aval des autorités syriennes, se rendre à Damas pour suivre une formation mise en place dans le cadre d'une initiative commune de l'UNHCR et de l'UNRWA, l'agence dédiée aux réfugiés palestiniens.

En vertu de son mandat, l'UNRWA est en charge de tous les réfugiés palestiniens présents dans les territoires occupés et dans les pays voisins, dont la Syrie. L'UNHCR s'occupe de protéger les réfugiés palestiniens hors de cette zone, et donc en Iraq.



Une jeune Palestinienne de 15 ans et son père montrent les cicatrices des tortures qu'ils ont subies. Les réfugiés palestiniens qui sont bloqués en Iraq sont souvent la cible d'assassinats, d'enlèvements et de tortures.

Mais, ces Palestiniens-ci se trouvent dans un no man's land. Les agences onusiennes coopèrent pour prendre en charge ces personnes, faisant de leur mieux pour trouver des arrangements par-ci, par-là, ou pour transporter une personne malade à l'hôpital dès que possible. A la mi-février, dans le cadre d'une autre initiative conjointe, les deux organisations prévoyaient d'installer l'électricité dans tout le camp, l'UNHCR fournissant l'apport financier et l'UNRWA mettant à disposition des ingénieurs en électricité.

L'un des membres du comité de réfugiés du camp est électricien; il sera chargé de l'entretien. Un autre réfugié était agent immobilier. Il y a aussi un styliste, l'ancien propriétaire d'une petite usine de friandises, un bijoutier, et un cadre d'une grande entreprise de télécommunication iraquienne.

La majorité des gens qui ont échoué dans cet enfer, où le thermomètre peut atteindre 50 degrés en été et descendre sous la barre du zéro en hiver, sont des commerçants ou des professionnels issus du milieu urbain.

Les employés de l'UNHCR se rendent sur place trois à quatre fois par semaine. Ils sont accueillis par des sourires et de chaleureuses poignées de main. Cela n'a pas

toujours été le cas. Pendant une période, les réfugiés étaient en colère. Pourquoi l'UNHCR ne les sortait-il pas d'Al Tanf? L'automne dernier, ils ont entamé une grève de la faim qui a duré 15 jours, mais ils comprennent maintenant que les organisations font de leur mieux.

Ce sont les Etats qu'ils rendent responsables de cette situation, ceux de la région et les autres. Début mars, rares étaient les signes indiquant que d'autres Etats étaient prêts à aider par le biais de réinstallations.

A la mi-mars, plus de 800 Palestiniens étaient bloqués dans trois camps dans le désert, dont Al Tanf et Al Walid, un camp situé du côté iraquien de la frontière et dont la situation est pire encore.

Les réfugiés palestiniens, qui ont déjà été déplacés à deux reprises, forment l'un des groupes les plus mal lotis dans un pays pourtant rempli de gens désespérés. Environ 15 000 sont encore bloqués en Iraq, confrontés à une situation désastreuse. A la mi-mars 2007, au moins 186 avaient été assassinés et bien davantage chassés de leur foyer, kidnappés, arrêtés et torturés.

Ils n'ont aucun pays où aller, pas de document de voyage valide, personne pour les protéger en Iraq et pratiquement aucun soutien hors d'Iraq. Seules quelques dizaines de personnes ont été réinstallées (du camp de Ruweished en Jordanie vers le Canada), ainsi qu'un groupe de 287 individus acceptés par la Syrie en mai 2006. L'UNHCR insiste sur le fait que la réinstallation ne doit être considérée que comme une solution temporaire pour les Palestiniens, et qu'elle ne devrait en aucun cas remettre en cause leur droit au retour.

« Mon fils a vu le jour à Ruweished », raconte un homme de 60 ans venu de Haïfa, comme bon nombre de Palestiniens d'Iraq. « Maintenant il est dans le camp d'Al Tanf, sans savoir où il va finir. Moi-même je suis né sous une tente, dans un camp de Gaza. »

« Il y a le paradis et il y a l'enfer », dit un autre résident d'Al Tanf. « Et nous craignons de ne même pas arriver jusque là. »

Si un groupe spécifiquement pris pour cible a un jour eu besoin d'être réinstallé ou transféré, il s'agit bien des Palestiniens d'Iraq.

C'est un déshonneur pour tous que ces êtres humains dépérissent à Al Tanf, à Al Walid, à Ruweished et, pire encore, à Bagdad où presque chaque jour l'un d'eux est assassiné. ■

Prenez un groupe de musiciens sierra-léonais traumatisés, installés dans des camps de réfugiés en Guinée au début du siècle; ajoutez trois jeunes cinéastes américains obstinés, qui n'avaient jamais fait de film auparavant; incorporez un employé de l'UNHCR convaincu que la musique peut à la fois soulager et faire connaître le sort des réfugiés; complétez par une poignée d'idées folles, une série de coïncidences incroyables et une kyrielle de fées protectrices à la renommée planétaire: qu'est-ce que vous obtenez?

L'incroyable
histoire des
Refugee All Stars
de Sierra Leone

LES CENDRILLONS DU REGGAE



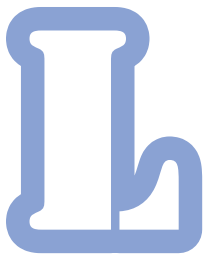
COURTESY OF A. MITCHELL



Franco joue de la guitare à Freetown, en compagnie de ses confrères des All Stars, Reuben, Black Nature, Grace et Niko (du groupe the Emperors).

COURTESY OF B. WHITE / SLE

PAR RUPERT COLVILLE



LE 2 JUIN 1997, REUBEN Koroma se trouvait au mauvais endroit, au mauvais moment. Ce jour là, alors que Freetown, la capitale de la Sierra Leone, subissait une nouvelle secousse de la guerre rava-

geant le pays depuis dix ans, sa vie a basculé pour toujours. Le Front uni révolutionnaire (RUF), sous l'égide de son chef bien connu Foday Sankoh, venait de renverser le gouvernement civil du Président Kabbah, avec l'aide d'un groupe d'anciens militaires rebelles. Il se battait maintenant contre les forces ouest-africaines de maintien de la paix, l'ECOMOG, pour prendre le contrôle de l'aéroport international.



A la fin des combats, les forces de l'ECOMOG ont pris Reuben pour un rebelle et l'ont arrêté. «Je portais des dreadlocks. Ils ont cru que j'étais resté longtemps dans la jungle», a-t-il raconté lors d'une récente interview donnée au magazine RÉFUGIÉS. En réalité, il était chanteur dans un groupe nommé the Emperors.

La Sierra Leone était un peu l'Iraq d'aujourd'hui. A la fin de la guerre civile, en 2002, des dizaines de milliers de personnes avaient été tuées, violées et mutilées. Ce fut l'une des guerres les plus sauvages et absurdes du XX^e siècle, nourrie par le désespoir, la cupidité et les diamants. Pourtant cette guerre n'a reçu qu'une infime attention par rapport à l'Iraq. Et ce peu d'attention est surtout venue des œuvres de certains réalisateurs – citons par exemple le virulent documentaire de Sorious Samura, «Cry



Tu quittes ton pays
pour trouver refuge
Dans la terre d'un
autre.
Tu seras confronté à
des dialectes étranges
Et tu te nourriras
d'aliments bizarres.
Il te faudra dormir
sous une maison en
plastique
Si chaude.
Il te faudra dormir
sur un matelas en
plastique
Si froid.
Vivre comme un réfugié
n'est pas facile
C'est vraiment pas
facile

Extrait de la chanson
LIVING LIKE A REFUGEE
- Reuben M. Koroma
(1998)

“DANS AUCUN AUTRE CAS LE POUVOIR DE
GUÉRISON DE LA MUSIQUE N'EST PLUS
ÉVIDENT QUE DANS CELUI DE L'HISTOIRE
HORS NORME DES REFUGEE ALL STARS
DE SIERRA LEONE.”

Le Chicago Sun-Times

Freetown» (2000) et, plus récemment, le film « Blood Diamond », qui a reçu plusieurs nominations aux Oscars.

Après avoir été libéré, Reuben, et son épouse Efuah Grace, ont estimé qu'il était trop dangereux de rester en Sierra Leone. Ayant vainement tenté de récupérer leurs deux petites filles, qui se trouvaient chez la sœur de Reuben à Freetown de l'autre côté du fleuve, ils ont marché pendant deux jours avant de rejoindre la Guinée.

La saison des pluies battait son plein, et les camps de réfugiés en Guinée avaient un aspect des plus déprimants. « J'avais pensé que jamais plus je ne jouerais de musique. Puis je me suis dit qu'un jour, je formerais mon groupe, même dans un camp de réfugiés. » Mais, pour le moment, « il n'y avait que Grace et moi; nous chantions à la maison de temps en temps ».

UN GROUPE EST NÉ

EN FÉVRIER 1998, LE COUPLE EST TRANSFÉRÉ dans un camp nommé Kalia. Ils y rencontrent Francis John Langba – dit Franco – qui avait pu emmener sa guitare avec lui, en exil. « Je le connaissais, dit Reuben. Quand j'étais écolier, je le voyais jouer dans un groupe. Nous avons commencé à jouer, Franco, ma femme et moi, juste pour nous amuser. Nous étions obligés de rester dans le camp. Nous n'avions rien à faire. Au lieu de rester là toute la journée à ressasser nos problèmes, jouons ! »

À l'automne 2000, lorsque le RUF et ses alliés ont lancé une série d'attaques transfrontalières depuis la Sierra Leone et le Libéria, la Guinée a, à son tour, basculé dans la guerre. En septembre, un employé de l'UNHCR, Mensah Kpognon, a été tué et un autre kidnappé. En décembre, un autre

employé a été enlevé. Pratiquement toutes les agences humanitaires se sont alors retirées pendant plusieurs mois du sud-est de la Guinée, là où quelque 200 000 réfugiés libériens et sierra-léonais étaient hébergés dans des camps dispersés le long de la frontière – plusieurs de ces camps ont d'ailleurs été attaqués par des résidents en colère, qui considéraient que les réfugiés étaient responsables des incursions transfrontalières.

Reuben se rappelle très bien de cette période difficile : « Pas d'UNHCR, rien à manger, pas de médicaments. Les réfugiés se débrouillaient en vendant des choses. » Grace et lui ont vendu leur bien le plus précieux – une bicyclette – mais Franco n'a pas voulu céder sa guitare.



Grace au Texas



Le groupe the Emperors

“FANTASTIQUE. CES MUSICIENS ONT PRODUIT QUELQUE CHOSE DE MAGNIFIQUE, À VOUS RÉCHAUFFER LE CŒUR.”

BILL FLANAGAN de MTV sur CBS News

Au printemps 2001, l'UNHCR a pu retourner dans le sud-est et commencer à déplacer les réfugiés de la région frontalière, cible d'attaques mortelles, vers l'intérieur de la Guinée. Reuben, Grace et Franco ont été transférés dans un nouveau camp, Sembakounya. Là, ils ont rencontré Abdul Rahim Kamara (dit «Arahim»), Mohammed Bangura (dit «Medo») et un jeune rappeur de 15 ans, Alhaji Jeffrey Kamara («Black Nature»). Ensemble, ils ont formé le groupe Refugee All Stars.

Les trois nouveaux membres du groupe avaient tous subi dans leur chair les atrocités de la guerre en Sierra Leone.

Black Nature avait été capturé par les rebelles du RUF à l'âge de onze ans, et avait été obligé de regarder son père brûler vif dans sa voiture. Les rebelles avaient ensuite emmené le jeune garçon avec eux et l'avaient forcé à devenir porteur – les enfants soldats et les esclaves étant une autre caractéristique de cette guerre si brutale. Après quelques mois, Black Nature s'était enfui en Guinée, où il avait été «adopté» par Reuben, Grace et le reste du groupe, impressionnés par son style de rap, si plein de vie.

Arahim, qui joue de l'harmonica et fait partie du trio de choristes de la bande depuis le début, s'est fait couper le bras gauche par les rebelles, au niveau de l'épaule. Très croyant, il parle de son expérience avec philosophie : «Ce qu'ils m'ont fait ne touche qu'une partie de mon corps, dit-il, alors je me dis que c'était mon destin... Même celui qui m'a fait ça... je le saluerai. Je lui pardonnerai et j'oublierai.»

Mohammed Bangura a vu ses deux parents se faire tuer devant lui, puis – pour ajouter encore à l'horreur – les rebelles l'ont forcé à battre son propre enfant à mort avec le pilon et le mortier de la famille. Après, ils lui ont coupé une main et ont tenté de lui ôter un œil à coup de machette. «Ils m'ont brisé le cœur», dit-il calmement dans le documentaire qui a été tourné par la suite



Abdul Rahim Kamara, Efuah Grace et Mohammed Bangura jouent dans un camp en Guinée.

sur le groupe et qui a gagné plusieurs prix.

C'est la musique qui les a aidés à recoller progressivement les morceaux et à regarder à nouveau vers l'avenir. «Quand je joue, dit Arahim, je ne pense plus à moi pendant un moment – à ce qui m'est arrivé.»

Le leader du groupe, Reuben Koroma, est particulièrement doué pour décrire la guerre et la vie des réfugiés sur des rythmes entraînants – sans que cela paraisse déplacé.

«Raconter une histoire triste avec une musique triste serait ennuyeux», a-t-il dit à RÉFUGIÉS. «Si vous le faites plutôt dans un esprit joyeux, les gens en tireront vraiment quelque chose... Quand on était dans les camps de réfugiés, on tâchait de ne pas penser aux horreurs qui étaient arrivées. Alors, on jouait de la musique pour être heureux.»

Le groupe a commencé à être connu dans les camps grâce à son style original, un mélange de reggae, de rap et de musique traditionnelle sierra-léonaise, le «goombay». «Plus tard, l'UNHCR s'est rendu compte que nous avions un rôle utile à jouer au sein de la communauté, raconte Reuben. Ils nous ont présentés à une ONG québécoise, le CECI (Centre d'étude et de coopération internationale), qui nous a fourni deux guitares électriques, un amplificateur, un mixeur, deux micros, deux haut-parleurs et un générateur.»

Ce moment a été décisif pour le groupe.



LE FILM

AU DÉBUT 2002, ZACH NILES (QUI AVAIT participé à la promotion des tournées de Paul McCartney et des Rolling Stones) et un vieil ami de l'université, Banker White, voulaient réaliser un documentaire sur l'Afrique. «On pensait à quelque chose de différent, qui mette en évidence le côté humain d'une histoire.» Peu à peu, l'idée de faire un film sur les réfugiés s'était imposée, et peut-être aussi sur la musique – étant donné qu'ils étaient tous les deux musiciens.

Les deux amis n'avaient jamais mis les pieds dans un camp de réfugiés. «Nous ne savions même pas si on jouait de la musique dans un camp de réfugiés. Voilà pourquoi cette idée est restée dans le vague pendant longtemps.»

C'est à ce moment-là que, par hasard, ils ont entendu parler d'Alphonse Munyaneza, un employé de l'UNHCR qui partageait les mêmes idées. Alphonse était aussi musicien – et réfugié. En 1991, il avait quitté le Rwanda pour la Belgique, et rejoint l'UNHCR peu après. Quelques années plus tard, il avait créé le «4Refugees Artist Network» – un réseau de réfugiés et d'autres personnes produisant des événements et des activités culturels, dans le domaine de l'art, du théâtre, de la musique, des films et de l'écriture en général, au profit des réfugiés.



Reuben et Arahim sur scène, après avoir remporté le prix du Grand jury lors du Festival cinématographique international de l'American Film Institute de Los Angeles, en 2005.

vraiment enthousiastes. » Les réfugiés se levaient pour participer et les trois étrangers finissaient par n'être plus que leurs accompagnateurs.

Ils ont ainsi rencontré beaucoup de jeunes et talentueux chanteurs de reggae et de rap, ainsi qu'un groupe de percussionnistes aveugles. « Dans un camp, nous sommes tombés sur ce Libérien appelé Peewee, qui n'avait pas touché une guitare depuis trois ans, dit Zach Niles. Alors nous lui en avons passé une, et il était phénoménal. L'émotion qu'il éprouvait à pouvoir enfin tenir une guitare et jouer se lisait sur son visage. Personne dans le camp ne savait qu'il jouait de la guitare. »

Mais c'est à Sembakounya – le quatrième et dernier camp visité – que la chance a frappé à leur porte.

« Nous n'avions même pas organisé de concert, dit Zach Niles. Nous étions arrivés un dimanche, sans avoir été annoncés. On a rencontré un type à bicyclette... et on lui a dit : "Est-ce que tu connais des musiciens ici ?" Et il a répondu : "Ouais, suivez-moi." Et nous l'avons suivi jusqu'à une cabane. Ça s'appelait « le bar où il faut être ». »

« On s'était rendu compte que personne n'avait de guitare dans les camps... Et tout d'un coup, nous avons entendu un grattement de guitare provenant de l'intérieur [de la cabane]. Des gars étaient là, assis, avec deux ou trois guitares, et jouaient de l'harmonica en chantant – la première chanson que nous avons entendue était "Living like a refugee, it's not easy" [« Vivre comme un réfugié, c'est pas facile »]. »

Les trois Nord-Américains se sont regardés, incrédules : « Cette chanson parlait d'une manière tellement vraie de leurs expériences ; elle disait si bien qui ils étaient, quelle était leur vie et à quelles difficultés ils étaient confrontés – mais c'était fait sur un rythme tellement entraînant... Puis nous leur avons demandé comment ils s'appelaient – ils ont répondu : "The Refugee All Stars." »

« C'était parfait – à vrai dire, ça dépassait toutes nos espérances : "Rien que l'idée des Refugee All Stars – et leur message : ouais,

nous sommes des réfugiés, mais vous savez, nous sommes les Refugee All Stars – en y mettant toute cette dimension positive !" »

Avec le soutien logistique de l'UNHCR, ils ont emmené le groupe en tournée dans les autres camps de réfugiés. Les All Stars ne se sont pas plaints. « Nous sommes des musiciens, nous aimons voir du monde », dit Reuben Koroma avec flegme.

Après dix jours, les trois néo-réalisateurs ont dû rentrer chez eux – emportant quelques séquences magnifiques de ce qui n'était encore que le début de l'histoire.

« La première fois, nous n'avions pas d'argent pour financer ce projet, raconte Zach Niles. On a seulement utilisé nos cartes bancaires et nos économies. Nous sommes rentrés pendant environ un an. » Zach Niles est reparti en tournée avec Paul McCartney pour gagner un peu d'argent et Banker White a fait le montage d'une bande-annonce de onze minutes pour trouver les fonds nécessaires pour terminer le documentaire.

Reuben Koroma continue l'histoire : « En 2003, ils nous ont écrit pour savoir ce qu'on prévoyait de faire. On a dit qu'on voulait aller dans un studio [pour enregistrer un album]. Ils nous ont proposé d'aller à Freetown, mais c'était un très gros problème... Nous pensions vraiment que retourner à Freetown était très risqué pour nous. "Allons au Ghana ou en Côte d'Ivoire", on leur a dit, mais ils nous proposaient seulement Freetown. »

Emmener les musiciens du groupe dans leur pays natal pour « une visite de repérage » était une idée d'Alphonse. La guerre en Sierra Leone s'était enfin terminée en janvier 2002, et des dizaines de milliers de réfugiés étaient déjà rentrés chez eux, avec ou sans l'aide de l'UNHCR. Toutefois, nombre d'entre eux, y compris les Refugee All Stars, avaient été tellement traumatisés par leur expérience qu'ils n'arrivaient pas à croire qu'ils pouvaient retourner chez eux en toute sécurité.

Les discussions ont été filmées ; elles montrent bien comment le film et les histoires personnelles des musiciens et des réalisateurs étaient en train de devenir inexorablement liées : « Nous allons là-bas uniquement pour vous », dit Reuben face à la caméra. « On vous fait confiance. »

Le documentaire suit leur retour au pays et les retrouvailles avec leurs familles et d'autres musiciens, parmi lesquels l'ancien groupe de Reuben, the Emperors, et son guitariste charismatique, Ashade Pearce.

Zach Niles contacta Alphonse, qui travaillait à l'époque au Timor oriental. « Je lui ai expliqué notre idée de parler d'un réfugié musicien, de la façon dont il utilise la musique pour surmonter les difficultés, se rappelle Zach Niles. Alphonse a répondu en disant "J'adore – c'est génial. Rendez-vous en Guinée dans deux mois, je vais prendre des vacances pour vous rencontrer." »

« Aucun de nous n'avait fait de film auparavant, continue Zach Niles. Ce n'était qu'une idée. Alphonse, dans un sens, nous a lancé un défi. » C'est ainsi que Zach Niles et Banker White sont partis acheter des caméras et des billets d'avion, après avoir embarqué dans leur aventure un troisième camarade d'université, un musicien canadien nommé Chris Velan.

Sur le conseil d'Alphonse, ils ont décidé de se présenter dans les camps de réfugiés comme des musiciens venus pour jouer et pour chercher d'autres musiciens, plutôt que de dire tout de suite qu'ils voulaient réaliser un documentaire.

« Nous avons utilisé le langage universel de Bob Marley », raconte Zach Niles, qui était accompagné par Alphonse et Banker White à la guitare et à la batterie, et par Chris Velan au chant. « Les gens se sont approchés pour regarder ce gars canadien, ce Blanc qui chantait du Bob Marley à pleins poumons et parfaitement bien ; ils étaient

Un studio d'enregistrement avait été identifié, et les All Stars et the Emperors – qui, à partir de ce moment-là, avaient fusionné en une entité plus ou moins unique, quoique changeante – ont pu réaliser leur rêve et enregistrer leur premier album.

Finalement convaincus que le temps était venu de rentrer chez eux, les musiciens sont retournés dans les camps en Guinée et ont informé les autres réfugiés. Leur participation dans des réunions publiques a aidé à galvaniser le processus. «Cela a eu un impact énorme, raconte Alphonse Munyaneza. C'était une décision qui était à la fois bonne pour eux et pour les opérations de l'UNHCR.»

Les membres du groupe ont regagné définitivement leur foyer en février 2004 – tous, sauf Mohammed Bangura qui ne pouvait toujours pas affronter le retour en Sierra Leone, après les horreurs qu'il avait endurées. Il est resté en Guinée, jusqu'à ce que Reuben, Black Nature, Alphonse et les autres ne le persuadent en douceur de rentrer pendant l'été 2006.

Le rapatriement offrait aux réalisateurs l'opportunité d'une conclusion naturelle à leur histoire. Ils rentrèrent aux États-Unis avec 400 heures de pellicule à monter. «Cette production s'est vraiment faite au jour le jour, remarque Alphonse. Mais ils ne sont pas venus tourner avec un regard d'Occidental, de haut en bas, ignorant. Ils l'ont fait avec justesse.»



En train de chanter dans les rues de Miami, après avoir gagné un prix lors d'un autre festival de cinéma.

DÉCOLLAGE

EN 2005, LEUR REMARQUABLE FILM «Sierra Leone's Refugee All Stars» a remporté le prestigieux Grand prix du jury pour le meilleur documentaire au Festival cinématographique international de l'American Film Institute de Los Angeles.

Ce prix récompensa tous ceux qui y avaient cru, une liste impressionnante de supporters parmi lesquels Keith Richard, Paul McCartney, Angelina Jolie, le producteur Steve Bing et Ice Cube. Depuis, le film a reçu une dizaine d'autres récompenses dans plusieurs festivals à travers le monde.

C'est à ce moment-là qu'a eu lieu une rencontre fortuite, qui allait avoir une influence déterminante pour la suite de la carrière des All Stars. Zach Niles avait organisé une projection du film chez lui, dans le Vermont. «Le film commence et voilà qu'arrivent deux gars qui se promenaient dans la rue – Steve Tyler et Joe Perry, du groupe Aerosmith, qui avaient tous les deux des résidences dans le voisinage», raconte Zach Niles. Les deux célèbres rockstars ont regardé le film et sont restées pour le débat qui suivait. Plus tard, dans la boîte contenant les recettes des t-shirts et CD vendus à la sortie du cinéma, on a découvert quelques mystérieux billets de 100 dollars.

Le groupe a fait sa première tournée américaine en mars 2006, financée par Zach Niles et Banker White. Pour l'organisation, ils se sont adressés à Rosebud, une célèbre agence de spectacles gérée par Mike Kappus, un expert de l'industrie musicale. Rosebud gérait une liste d'artistes, petite mais impressionnante, comprenant le regretté John Lee Hooker, Charlie Watts, J.J. Cale et Booker T. Jones.

Après un spectacle donné lors d'un important festival à Austin, au Texas, le groupe a décidé de descendre dans la rue pour collecter de l'argent pour Franco, qui allait bientôt se marier en Sierra Leone. Tandis qu'ils jouaient sur les marches d'un hôtel, les gens ont commencé à se rassembler autour d'eux et à danser – comme c'est presque toujours le cas quand les gens écoutent la musique des Refugee All Stars de Sierra Leone. Heureuse coïncidence, un producteur de musique passait par là et s'est arrêté pour les regarder.



COURTESY OF B. LYNNE / USA

San Francisco, juillet 2006

Il a parlé à Mike Kappus, et quelques heures plus tard – vers une heure du matin – lui a envoyé une proposition de contrat par courrier électronique.

Pendant l'été 2006, Rosebud a organisé une tournée de sept semaines (comprenant 35 concerts en tout) qui s'est arrêtée dans plusieurs festivals importants aux États-Unis, au Canada et au Japon. Pour un groupe qui n'avait encore sorti d'album dans aucun de ces pays, la tournée a été un succès énorme. «Aucun artiste ne se produit dans des festivals pareils sans avoir sorti un disque, dit Mike Kappus. C'est simple, ça n'arrive jamais.»

C'était également pendant cette tournée que l'extraordinaire relation entre les All Stars et le groupe américain de rock Aerosmith s'est encore renforcée.

Le guitariste principal, Joe Perry, avait proposé à Zach Niles de financer un concert du groupe dans leur ville natale. «Les All Stars n'avaient aucune idée de qui il était, raconte Zach Niles. J'ai dû leur expliquer que c'était une légende vivante du rock-and-roll». Plus tard, Joe Perry a joué avec eux sur scène.

Joe Perry avait remarqué qu'Ashade Pierce jouait avec une guitare pour droitier, alors qu'il était gaucher. Quelques jours plus tard, le groupe recevait une guitare à six cordes pour gaucher, toute neuve. «Et puis, pendant la tournée, poursuit Zach Niles, il a continué à fournir au groupe des instru-



“ L’HISTOIRE DU FILM ÉTAIT SI ÉMOUVANTE QU’ELLE NOUS A TOUS MARQUÉS DE MANIÈRE INDÉLÉBILE. IL EST RARE DE TROUVER TANT DE CŒUR ET D’HONNÉTÉTÉ DANS LA MUSIQUE... JE N’AVAIS JAMAIS JOUÉ AUPARAVANT, MAIS JE ME SUIS SENTI COMME TRANSPORTÉ DANS UN AUTRE LIEU; LES NOTES S’ENVOLAIENT...”

**JOE PERRY, d’AEROSMITH
après avoir joué avec les
Refugee All Stars à Nashville.**

ments neufs ou des équipements dont il pouvait avoir besoin.»

À l’automne 2006, l’album des All Stars est officiellement sorti sous le label Anti, et le groupe a fait sa troisième grande tournée en six mois. Cette fois-ci, les All Stars étaient invités à faire l’ouverture d’un important concert des Aerosmith à la Mohegan Sun Arena, dans le Connecticut. C’est là que pour la première fois, ils se sont réellement rendus compte de ce que voulait dire être des superstars du rock.

«C’était un vrai conte de fées», dit Alphonse Munyaneza, se souvenant de la façon dont les All Stars s’étaient approchés de la file d’autocars flamboyants et de longues limousines à bord de leur petit fourgon cabossé.

Reuben Koroma et le reste du groupe n’arrivaient pas à croire que tous ces véhicules appartenaient au groupe Aerosmith. «Après, nous étions dans les coulisses, dit-il, et nous avons vu près de cent personnes – et elles travaillaient toutes pour Aerosmith ! Il y avait à manger pour tout le monde, plein de choses à manger. Et on se demandait : QUOI ? Un musicien emploie plus de cent personnes ? Nous étions surpris, vraiment surpris.»

Avant le concert, Joe Perry, Steve Tyler et les Refugee All Stars ont enregistré en studio une chanson de John Lennon, «Give peace a chance», pour une compilation au profit du Darfour. Plus tard, Joe Perry et les

All Stars ont monté une version de «Seconds» de U2, pour une compilation de chansons de U2 faite par des artistes africains au profit d’une opération de bienfaisance. Les deux enregistrements devraient sortir vers mi-2007.

Entre-temps, la tournée des Refugee All Stars continue, entrecoupée de séjours en Sierra Leone. En décembre 2006, le groupe et le documentaire ont été invités dans l’émission d’Oprah Winfrey et, un mois plus tard, les All Stars se sont produits à deux reprises lors du Forum économique mondial à Davos, dans le cadre de leur engagement pour [ninemillion.org](http://www.ninemillion.org), une campagne de l’UNHCR en faveur des enfants réfugiés (voir www.ninemillion.org).

Une mini tournée en Australie est prévue pour avril 2007. Rosebud et les entrepreneurs réalisateurs envisagent beaucoup d’autres projets pour le groupe et pour le film.

«Est-ce qu’on gagne déjà de l’argent ?» demande Zach Niles d’un air un peu las. «Nous ne nous sommes pas versé un seul salaire en deux ans et demi. La prochaine fois, on va procéder autrement ; on aurait dû prévoir le financement en avance. Mais parfois l’enthousiasme est tel qu’on se lance, un point c’est tout. Est-ce que l’argent rentre ? Oui. Est-ce que les gains couvrent les frais ? Non.»

C’est un peu le même problème pour les All Stars : «Si ce n’était pour la vente des

articles dérivés (comme par exemple les t-shirts et les CD), nos dépenses ne seraient pas couvertes», dit Mike Kappus de Rosebud. Cependant, il ne regrette pas son engagement. «Je suis dans la production musicale depuis 38 ans, mais cette aventure est différente de tout ce que j’ai connu jusque-là.»

Alphonse Munyaneza, de l’UNHCR, a, pendant douze ans, poussé les réfugiés à faire de la musique et à utiliser ce vecteur pour faire connaître leurs problèmes. C’est sans doute lui qui – se souvenant du concert d’Aerosmith dans le Connecticut – souligne l’aspect le plus intéressant et sans doute le plus précieux de toute l’expérience des Refugee All Stars :

«Le groupe avait joué pendant trente minutes, le public était enthousiaste. Après, ils ont montré un court extrait du documentaire. Puis il y a eu plein d’applaudissements avant l’arrivée sur scène d’Aerosmith.» Alphonse marque une pause. «À la fin, Aerosmith a invité le public à applaudir de nouveau les All Stars. J’en avais la gorge nouée.»

«Être un réfugié, c’était devenu cool.» ■

L’album «Living like a refugee» est en vente sur Internet ou dans les bons magasins de musique. Si vous voulez connaître les dernières nouvelles du groupe, consultez le site www.rosebudus.com. Pour en savoir plus sur le film et pour écouter leur musique, allez sur www.refugeeallstars.org.

